

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le Statut Juridique et Social des Mobilisés d'Usine et des Requis Civils

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 7 mars 1940, à 14 h. 30

PAR

Frédéric BLOCH

Président du Jury : M. William OUALID, Professeur

Suffragants : MM. BAUDIN et NOYELLE, Professeurs

PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158-160, Rue Saint-Jacques, 158-160

—
1940

THÈSE
POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Le Statut Juridique et Social des Mobilisés d'Usine et des Requis Civils

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 7 mars 1940, à 14 h. 30

PAR

Frédéric BLOCH

Président du Jury : M. William OUALID, Professeur

Suffragants : MM. BAUDIN et NOYELLE, Professeurs

PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158-160, Rue Saint-Jacques, 158-160

—
1940

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

L'étude du statut juridique et social des mobilisés d'usine et des requis civils n'apparaît pas sans intérêt, étant donné les nombreux textes qui sont venus modifier et préciser le statut de ces catégories de personnes depuis la guerre de 1914-1918 ; un tableau d'ensemble de leur statut actuel permettra en outre de mieux comprendre les mises au point que la suite des hostilités rendra nécessaire d'y apporter.

C'est à faire une rapide incursion dans le passé, avant, pendant et après la guerre de 1914-18, et à dresser au moins dans ses grandes lignes le tableau de la situation actuelle que nos efforts ont tendu.

Nous devons tout d'abord indiquer ce que nous entendons distinctement par les expressions de « statut juridique » et de « statut social » des deux catégories visées.

Le statut juridique d'une personne est caractérisé par son état et sa capacité ; le statut social est caractérisé par le rôle et la place de l'individu dans la vie économique et sociale quotidienne. Nous verrons notamment que les mobilisés d'usine sont juridiquement des militaires d'une part, et socialement d'autre part des civils de par les fonctions, essentiellement

temporaires d'ailleurs, qu'ils occupent. Il a fallu adapter ce statut social de civils, à leurs droits et obligations juridiques de militaires et réciproquement.

Nous espérons que nos développements feront clairement comprendre ce double aspect des questions qui font l'objet de cette étude.

PREMIERE PARTIE

LES MOBILISÉS D'USINE

CHAPITRE PREMIER. — HISTORIQUE

a) *La situation antérieure à la guerre de 1914-1918.*

Les mobilisés d'usine forment une catégorie, la plus importante en nombre, de ceux que l'on nomme les « affectés spéciaux » (1).

(1) Il ne faut pas confondre les affectés spéciaux, et notamment les mobilisés d'usine, avec les ouvriers faisant partie des « unités de renforcement » ; ces derniers sont de véritables militaires dont l'unité est affectée temporairement à des travaux en usine, et qui, pendant la durée de ces travaux, touchent un salaire ; ce salaire est versé par les employeurs au commandant de l'unité, lequel le reverse aux ouvriers après en avoir déduit le coût de la nourriture et des autres prestations en nature fournies par l'autorité militaire. (*Revue des Industries métallurgiques et minières*, n° du 1^{er} octobre 1939). — Bien que militaires, les ouvriers des compagnies de renforcement ne peuvent se réclamer des dispositions de la loi du 31 mars 1919 et des lois subséquentes sur les pensions militaires, pour les infirmités contractées ou aggravées au cours des périodes où ils perçoivent un salaire (décret-loi du 20 janvier 1940, art. 4 [*J. O.*, 21 janvier 1940]). Pour la question des pensions des mobilisés d'usine, que le décret-loi sus-visé place dans la même situation à cet égard, voir *infra* page 43.

Sans remonter trop loin en arrière, nous indiquons que l'« affectation spéciale » est déjà prévue et réglementée par la loi sur le recrutement de l'armée du 15 juillet 1889 (1), bien que les mots mêmes d'« affectation spéciale » n'y figurent pas.

Aux termes de cette loi, les titulaires de certaines fonctions ou de certains emplois depuis au moins six mois, sont, en cas de mobilisation, autorisés à ne pas rejoindre immédiatement leur corps. Parmi ces affectés spéciaux, certains fonctionnaires ou agents des services publics, dont la liste figure sur un tableau A, et ne relevant pas normalement des ministres de la Guerre ou de la Marine, sont, à la mobilisation, mis à la disposition de l'un ou de l'autre de ces ministres, et attendent leurs ordres dans leur situation respective.

Les fonctionnaires et agents, dont la liste figure sur le tableau B et qui ne font plus partie de la réserve de l'armée active, ainsi que tous ceux qui figurent au tableau C, même s'ils font encore partie de la réserve de l'armée active, ne rejoignent leur corps que sur ordre spécial.

Tous les hommes ainsi autorisés à ne pas rejoindre immédiatement, sont, dès la publication de l'ordre de mobilisation, soumis à la juridiction des tribunaux militaires.

Ces dispositions ont été reprises dans l'article 42 de la loi de recrutement du 21 mars 1905 (2) ; cette loi prévoit, en outre, un nouveau cas d'« affectation spéciale », sans que cette expression soit davantage

(1) *J. O.*, 17 juillet 1889.

(2) *J. O.*, 23 mars 1905.

employée que dans la loi de 1889 : « Peuvent être autorisés exceptionnellement à ne rejoindre que dans un délai déterminé par le ministre, les hommes appartenant aux différentes réserves, employés, en temps de paix, dans certains services ou établissements dont le fonctionnement est indispensable à l'armée. »

Tel est demeuré dans son principe le statut des affectés spéciaux jusqu'à la loi sur le recrutement de l'armée du 1^{er} avril 1923.

Aux termes de ce statut, les hommes rangés dans l'affectation spéciale, placés en sursis d'appel, n'étaient considérés comme militaires qu'en ce qui concerne la répression des fautes de toute nature par eux commises, et dont la connaissance était attribuée aux tribunaux militaires ; pour le reste, ils étaient considérés comme des civils.

Mais avant de passer à l'étude de la loi du 1^{er} avril 1923, il nous faut nous arrêter sur les problèmes divers se rattachant aux affectés spéciaux, qui se posèrent et durent être résolus pendant la guerre de 1914-1918.

*
**

b) *Les mobilisés d'usine pendant la guerre de 1914-1918.*

La guerre de 1914-1918, à cause de la débauche de munitions qu'elle occasionna, posa pour la première fois dans toute son ampleur le problème des affectés spéciaux.

En 1914, ainsi que le rappela ultérieurement le rapport au Président de la République, qui précède le règlement d'administration publique du 21 avril

1926 sur le statut des affectés spéciaux et des requis (1), on commença par autoriser à rester dans leur emploi ou fonction, d'une part les réservistes ou territoriaux indispensables aux administrations et services publics, d'autre part ceux, en petit nombre, qui travaillaient, dès le temps de paix, dans des établissements fonctionnant pour la défense nationale, et qui en leur qualité d'affectés spéciaux étaient des civils, nous l'avons vu, aux termes de la réglementation en vigueur. Mais bientôt, continue le rapport précité, s'imposa l'impérieuse nécessité de ramener à l'intérieur un grand nombre d'ouvriers mobilisés dans la zone des armées, et ce, pour pourvoir aux fabrications indispensables à la défense nationale.

Ces militaires, placés « en sursis », ce qui les mettait dans une position mal définie, travaillèrent aux fabrications de guerre aux côtés des affectés spéciaux d'une part, et des civils dégagés d'obligations militaires, d'autre part.

C'est dans ces conditions que fut créé, pour prendre les lieu et place de la Direction de l'Artillerie au Ministère de la Guerre, le sous-secrétariat d'Etat de l'Artillerie et des Munitions, transformé ensuite en Ministère de l'Armement et des Fabrications de Guerre; à lui furent rattachés les organes extérieurs d'exécution de la direction de l'Artillerie, c'est-à-dire l'Inspection Permanente des Fabrications d'Artillerie, qui avait dans ses attributions les Etablissements de l'Etat, et l'Inspection des Forges, qui pratiquait une

(1) *J. O.*, 30 avril 1926. Ce décret sera étudié plus loin.

sorte d' « exercice » dans les établissements privés travaillant pour le Ministère de la Guerre. Albert Thomas, désigné comme titulaire du nouveau sous-secrétariat, puis du nouveau ministère, jusque vers la fin de 1917, dut se préoccuper de fixer, tant au point de vue juridique que social, le statut des nouveaux mobilisés d'usine rappelés de la zone des armées; il le fit en tenant compte que, pratiquement et nécessairement, il ne devait pas y avoir trop de différence de traitement entre le personnel civil et le personnel des mobilisés d'usine, employés concurremment (1).

Albert Thomas eut d'autant plus de mérite à parvenir à établir un statut à la fois équitable et viable des mobilisés d'usine, que toute une partie de l'opinion publique, dont certains députés se faisaient les échos, peu adaptée aux conditions de la guerre moderne, voyait d'un œil peu favorable ces hommes qui, souvent jeunes encore, ne payaient pas l'impôt du sang, et qui, de plus, touchaient des appointements, tandis que leurs camarades du front se contentaient de leurs 0 fr. 10 par jour.

MM. Oualid et Picquenard (*op. cit.*, page 140) citent, comme révélatrice de cet état d'esprit, la proposition déposée à la Chambre le 22 juillet 1915,

(1) W. OUALID et Charles PICQUENARD, *Salaires et Tarifs, Conventions Collectives et Grèves, la Politique du Ministère de l'Armement et du Minist. du Travail*. Publications de la dotation Carnegie, 1928, p. 35. Toute cette partie de notre travail relative à la situation des affectés spéciaux, pendant la guerre de 1914-1918 est extraite à peu près littéralement de l'ouvrage précité. Comme de juste, nous n'avons toutefois placé entre guillemets que les passages reproduits mot à mot.

par le député Jobert, et qui fut, d'ailleurs, rejetée; elle tendait à la réquisition générale des usines de guerre et de leur personnel et à la rémunération des mobilisés d'usine par la solde de leur grade militaire.

L'article 6 de la loi du 17 août 1915 (1), dite loi Dalbiez, vint constituer le statut des mobilisés d'usine; cette loi était issue d'une proposition de loi déposée en mai 1915 par les députés Dalbiez, Ponsot et Chavoix, et inspirée initialement du même esprit que la proposition Jobert; mais, au cours de la discussion devant le Parlement, elle subit de profondes modifications.

Aux termes de l'article 6 de ladite loi, les mobilisés d'usine étaient placés dans les conditions et soumis aux obligations prévues par les § 3 et 6 de l'art. 42 de la loi du 21 mars 1905, relatifs aux affectés spéciaux; en conséquence, ils étaient assimilés aux affectés spéciaux, autorisés par le Ministre de la Guerre à ne pas rejoindre leur corps immédiatement, et, comme tels, restaient à la disposition du ministre et soumis à la juridiction des tribunaux militaires; ils étaient, dans l'usine, dans une situation civile et bénéficiaient, notamment, de la législation sur les accidents du travail et des dispositions protectrices du salaire des décrets Millerand du 10 août 1899, qui leur assuraient le salaire normal et courant de la région de leur lieu de travail.

Le vote de cette loi avait, d'ailleurs, été précédé par une circulaire d'Albert Thomas, du 24 janvier 1915, qui prescrivait la première révision de la situation des militaires détachés en usine et qui avait

(1) *J. O.*, 19 août 1915.

posé les premières bases de la situation militaire du mobilisé d'usine (1).

Une autre circulaire, d'Albert Thomas, de la même époque, confirma cette suppression de toute distinction entre mobilisés et mobilisables, c'est-à-dire entre les hommes rappelés du front pour travailler aux armées, et ceux qui avaient bénéficié, dès le début des hostilités, d'un sursis d'appel pour travailler en usine, et institua un corps de contrôleurs de la main-d'œuvre militaire, rattachés à l'Inspection des Forges.

D'autre part, la loi du 17 août 1915 (article 6, alinéa 4) institua des commissions paritaires dans chaque région, ou, plus exactement, dans chaque « détachement » du Service des Forges, chargées de décider du maintien ou non des hommes déjà affectés en usine. Une instruction d'Albert Thomas, promulguée le 20 septembre 1915, vint compléter les dispositions de principe posées à cet égard par la loi; elle précisa la composition des commissions paritaires, soit trois patrons et trois ouvriers, choisis par le Ministre de la Guerre (en fait, par le sous-secrétaire d'Etat à l'Armement et aux Munitions) sur des listes de membres des Chambres de Commerce, des Conseils de Prud'hommes, des Commissions départementales du Travail et des Chambres syndicales patronales et ouvrières, présentées par ces organismes; le contrôleur de la main-d'œuvre militaire était, à la fois, le secrétaire et le conseiller technique de chaque commission; soixante-neuf

(1) OUALID et PICQUENARD, *op. cit.* p. 51.

commissions furent instituées, qui examinèrent les dossiers d'environ 238.000 ouvriers mobilisés, dont 200.000 environ, les commissions le constatèrent, étaient de vrais professionnels; sur les autres, 9.614 seulement, soit 4 % du total du personnel militaire affecté aux usines, ne furent pas jugés dignes d'être maintenus en atelier.

La circulaire d'Albert Thomas n° 7.106 du 15 octobre 1915 vint préciser les règles imposées à la main-d'œuvre militaire mise à la disposition des établissements privés, c'est-à-dire de tous les affectés spéciaux, demeurés dans cette situation depuis le début des hostilités ou rappelés après coup des unités où ils avaient été mobilisés; elle fixa en détail le statut juridique des mobilisés d'usine, dont elle demeura la charte jusqu'à la fin de la guerre.

Elle visait trois points :

1° La régularisation de la situation des mobilisés d'usine au regard des autorités militaires; sur ce point, la circulaire confirmait les instructions antérieures: tous les mobilisés d'usine étaient « affectés » à l'établissement où ils étaient employés.

2° Les droits et prérogatives civils des mobilisés d'usine.

3° Leurs obligations militaires.

De la combinaison de ces deux derniers points résultait la situation suivante : les mobilisés d'usine étaient des civils à l'usine et relevaient de l'autorité militaire au dehors.

(1) OUALID et PICQUENARD, *op. cit.* p. 32.

a) Au point de vue économique et social, ils bénéficiaient de la législation sociale, et, notamment, de la loi de 1898 sur les accidents du travail, à l'exclusion de la législation relative aux blessés de guerre ; en cas d'accident, ils étaient assujettis, toutefois, à un contre-examen par un médecin militaire ; ils bénéficiaient également de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières.

En ce qui concerne leur salaire, conformément à ce que stipulait déjà l'article 6 de la loi du 17 août 1915, ils bénéficiaient des dispositions des décrets Millerand de 1899.

A l'atelier, ils étaient soumis à la discipline ordinaire de l'atelier ; ils portaient un brassard, mais qui ne rappelait pas leur grade dans l'armée.

Ils n'avaient droit, de la part de l'autorité militaire, ni à des permissions, ni à des congés, et pas davantage à la franchise postale ni aux réductions accordées aux militaires sur les chemins de fer, à l'exception des frais du voyage de leur corps à l'usine ; mais ils avaient droit aux tarifs ouvriers de transport.

Les familles des mobilisés d'usine n'avaient pas droit aux allocations de la loi du 5 août 1914, sauf si ces mobilisés étaient, par décision motivée de la Commission spéciale des Allocations, employés ailleurs que dans leur résidence habituelle.

b) Au point de vue militaire, le lien avec l'autorité militaire était relâché, mais non rompu.

Les mobilisés d'usine restaient à la disposition du Ministre de la Guerre, qui avait sur eux autorité directe et pouvait, à tout moment, les employer dans

une autre situation; ils devaient toujours être porteurs du titre annexé à leur livret et indiquant leur situation particulière.

Pour tout ce qui ne touchait pas directement à leur travail, ils relevaient de l'autorité militaire et étaient justiciables des conseils de guerre.

Le port de l'insigne signalé plus haut était *obligatoire*.

Hors de l'atelier, ils étaient assujettis à toutes les mesures applicables aux militaires mobilisés, notamment en ce qui concerne la fréquentation des débits de boisson.

Ils étaient astreints à résider obligatoirement dans la résidence de leur affectation, sans, toutefois, être tenus d'être porteurs d'une permission les jours de congé industriel régulier.

Ils ne pouvaient quitter volontairement le travail les jours ouvrables, sauf en cas de maladie constatée par le médecin désigné par l'autorité militaire; lorsqu'ils étaient affectés ailleurs que dans leur résidence du temps de paix, ils pouvaient, exceptionnellement, être soignés dans un hôpital militaire ou une infirmerie régimentaire, qui les prenait alors en subsistance régulière.

Enfin, les affectations et mutations étaient prononcées par l'autorité militaire seule, à laquelle ils devaient adresser toute demande ou réclamation.

Une affiche, obligatoirement apposée dans les usines de guerre, résumait les devoirs du mobilisé industriel et les obligations des employeurs à leur sujet.

Une circulaire du 24 novembre 1915, reproduisit, pour les militaires employés dans les Etablissements de l'Etat, la plupart des dispositions sus-exposées de celle du 15 octobre 1915.

En outre, une circulaire interprétative du 5 janvier 1916 vint donner des éclaircissements et précisions au sujet du renvoi des mobilisés d'usine aux corps de troupes, de l'examen médical et du traitement des accidentés et des malades, de l'obligation de résidence et du recouvrement des frais de transport.

Par la suite, la loi du 31 décembre 1916 assujettit les mobilisés d'usine à la taxe militaire qui frappait les hommes d'âge mobilisable non appelés sous les drapeaux; c'était là une mesure analogue à celle qui assujettit actuellement les affectés spéciaux à la contribution nationale extraordinaire au taux de 15 %.

Pour avoir une vue pas trop incomplète de la situation des mobilisés d'usine en 1914-1918, comparée à celle des militaires et à celle des ouvriers civils dégagés d'obligations militaires, indiquons encore que, par une extension rigoureuse de l'art. 94, § II, du Code du Travail, émanant d'Albert Thomas, c'étaient, pendant la plus grande partie de la guerre, les agents de son sous-secrétariat qui étaient chargés de l'exécution des dispositions réglementaires relatives au régime du travail demeurées en vigueur pendant la guerre, non seulement dans les établissements ou services de l'Etat proprement dits, mais encore dans tous les établissements privés occupant de la main-d'œuvre militaire : cette mesure, qui avait

pour effet d'évincer les inspecteurs du Travail de la plupart des usines et ateliers de leur ressort ordinaire, demeura en vigueur jusqu'au décret du 18 octobre 1917, qui restitua au Ministère du Travail ses attributions pour le recrutement, le placement, la répartition et le contrôle de la main-d'œuvre (1).

En résumé, l'ouvrier mobilisé d'usine, aux termes de la loi du 17 août 1915 et des textes d'application, était et demeurait un militaire, pour lequel l'abandon volontaire du travail était interdit; il conservait, toutefois, la possibilité de s'affilier ou de rester affilié à un syndicat.

Ce caractère, avant tout militaire, des mobilisés d'usine, mit les pouvoirs publics dans la nécessité d'exercer un contrôle sur leurs conditions d'emploi, en ce qui concernait la baisse des salaires ou, au contraire, leur hausse excessive, le débauchage, la concurrence déloyale et l'accaparement des travailleurs civils par certaines entreprises; notamment, le décret du 21 avril 1917, concernant les travailleurs de nationalité étrangère affectés, d'office, à certains établissements par les services recenseurs et répartiteurs de la main-d'œuvre, imposa à ces derniers travailleurs, pour les stabiliser à la façon dont l'étaient les mobilisés d'usine, l'obligation, pour pouvoir quitter l'établissement ou la commune où ils étaient employés, de se munir, préalablement, d'un visa administratif dont la délivrance était subordonnée à l'assurance qu'ils avaient trouvé ailleurs un emploi.

(1) OUALID et PICQUENARD, *op. cit.* p. 32.

La circulaire du 27 septembre 1918 vint lutter contre le débauchage, par certains industriels, des ouvriers qui travaillaient pour la défense nationale dans les usines de l'Etat ou dans les usines privées.

*
**

Il ne suffisait pas, d'ailleurs, en ce qui concerne les salaires, principal champ d'études de l'ouvrage de MM. Oualid et Picquenard, de fixer des principes théoriques: des difficultés pratiques se présentèrent pour constater les salaires courants dans les diverses régions pour chaque profession.

Faisons d'abord observer que la plupart des fournisseurs de matériel de guerre étant liés à l'Etat par des marchés de fournitures, le décret de 1899 s'appliquait de plein droit à leur personnel ouvrier civil, et que l'effet, à cet égard, de la loi du 17 août 1915 fut de placer les mobilisés d'usine exactement sur le même pied que les travailleurs civils.

En fait, d'ailleurs, les clauses relatives aux salaires incluses dans le décret Millerand, sur les marchés de l'Etat, qui, en tout temps, en avaient été les clauses essentielles, étaient seules restées en vigueur, par suite de la mise en sommeil de la législation ouvrière qui fut tolérée au début de la guerre; l'application du décret Millerand aux mobilisés d'usine redonna vie à la législation ouvrière.

Les difficultés de constatation des salaires normaux vinrent de ce que les bordereaux de salaires concernant les spécialités professionnelles intéressées étaient rares en la plupart des régions, l'Etat fabri-

quant précédemment lui-même ses armes, son matériel et ses munitions.

D'autre part, comme les industries travaillant pour la défense nationale étaient pendant la guerre la majorité, c'étaient elles qui, au lieu de suivre les salaires normaux et courants des autres établissements, comme le voudrait le décret Millerand, les déterminaient, le vrai régulateur du salaire étant, en fait, l'établissement de l'Etat ; l'Administration parvint alors, par des interventions habiles, à transformer l'impossible *constatation* des salaires courants en une *fixation* de ces salaires, en provoquant l'accord des intéressés sur leur taux.

Au reste, comme l'exécution des marchés de l'Etat était, pour la plupart des entreprises, le seul moyen de conserver quelque activité, les industriels furent peu enclins à ne pas appliquer les salaires régionaux courants, d'ailleurs peu connus à l'origine pour le motif sus-exposé.

C'est ainsi que le sous-secrétaire d'Etat dut prescrire, par sa circulaire du 12 juillet 1916, et pour commencer, de constater, par région, les salaires en vigueur, pour en déduire, en fait, le salaire normal et courant de chaque spécialité dans chaque région. La circulaire en question contenait à cet effet la formule du salaire normal et courant aux pièces et envisageait, pour l'accomplissement du travail de constatation des salaires qu'elle prescrivait, la mise en œuvre d'une procédure plus rapide que celle de 1899; à celle-ci, qui prévoyait la vérification du taux des salaires courants dans la profession et la région, pour *chaque catégorie* d'ouvriers, elle substituait la

valeur des salaires effectivement payés au *plus grand nombre* d'ouvriers dans les établissements les plus importants.

En conclusion (1), « à la fin de 1916, tous les travailleurs étaient, *juridiquement*, placés sur le même pied au regard du décret du 10 août 1899. Celui-ci fournissait à l'autorité le fondement sur lequel asseoir son contrôle des salaires payés aux ouvriers dans les usines de guerre, puisque mention était faite de se conformer à ses dispositions dans tous les marchés passés par le sous-secrétaire d'Etat de l'Artillerie et des Munitions, et, d'une manière générale, par l'ensemble des Administrations de l'Etat ».

Mais :

1° La notion du salaire normal et courant était difficile à préciser en fait et nécessitait une documentation d'un établissement difficile.

2° Là où il n'existait pas de bordereaux de salaires régulièrement établis en temps de paix pour les professions considérées, dans les conditions du décret de 1899, les contrôleurs et l'Administration étaient à peu près désarmés.

3° Dans les régions où il existait des bordereaux de salaires, ceux-ci étaient périmés, du fait de l'ascension du coût de la vie.

(1) OUALID et PICQUENARD, *op. cit.* p. 190 sqq.

c) *Le statut des mobilisés d'usine après la guerre de 1914-1918.*

Après la guerre de 1914-1918, la loi du 1^{er} avril 1923 (1), dans son article 52, posa, à nouveau, le principe que les affectés spéciaux demeurent des militaires, au même titre que les hommes affectés normalement.

L'exposé des motifs du projet de loi déposé à la Chambre par M. André Lefèvre, ministre de la Guerre, le 14 décembre 1920, deuxième séance (annexe 1813, *J. O.*, 19 janvier 1921, p. 486 sqq. et, plus spécialement, p. 488) (*D. P.* 1923, IV, 129, sqq. et, plus précisément, p. 144 et 145, avec une note non signée) précisait :

1° En cas de mobilisation générale, tout homme soumis, par son âge, à des obligations militaires, est *mobilisé* et, par conséquent, devient militaire.

2° Tout mobilisé est *affecté* au poste où il peut être le plus utile à la défense nationale.

De toutes les positions définies par l'ancien art. 42 de la loi de 1905, il n'en était donc retenu qu'une, l'« affectation spéciale », qui était généralisée et comprenait, la chose était expressément indiquée, tous les hommes sans exception qui ne rejoignaient pas un corps de troupe ordinaire ou qui, après l'avoir rejoint comme mobilisés, en étaient détachés, une assimilation complète étant instituée entre les affectés spéciaux qui avaient reçu, dès le temps de paix, une affectation spéciale pour le temps de guerre, et ceux qui pourraient être détachés des corps de

(1) *J. O.*, 5 avril 1923.

troupe au cours même d'hostilités armées : l'expérience de la guerre de 1914-1918 n'avait pas été perdue.

3° Les *affectés spéciaux* étant des militaires sous les drapeaux, reçoivent les allocations et prestations des militaires de leur grade, à l'exclusion de toute rémunération se rattachant à leur situation civile habituelle.

4° Ils sont à la disposition du Gouvernement, le cas échéant, même en temps de paix, contre-partie de l'avantage qu'ils ont en temps de guerre et de la dispense des périodes d'exercice dont ils peuvent bénéficier. (Exposé des motifs, Chambre, p. 488.)

Ce principe, toutefois, devait nécessairement subir des aménagements, d'une part, à cause des précisions et distinctions qu'entraînent forcément les différents postes occupés, d'autre part, parce qu'il y avait une nécessité morale de pouvoir appliquer le statut des affectés spéciaux aux requis employés à côté des affectés spéciaux et dans les mêmes conditions qu'eux. Ce sont ces précisions et distinctions qui ont précisément fait, pour partie, l'objet du R. A. P. du 21 avri 1926 précité, dans lequel est également fixé le statut des requis.

Aux termes de ce texte, les affectés spéciaux demeuraient, comme précédemment, classés en trois catégories faisant l'objet de trois tableaux A, B et C :

A. - Les individus de cette catégorie étaient ceux qui faisaient partie d'un service régulièrement organisé en temps de paix et entrant en temps de guerre dans la composition d'un des corps spéciaux prévus par la loi sur l'organisation générale de l'armée; ils

étaient soumis entièrement aux obligations et jouissaient de tous les avantages des militaires ordinaires : c'étaient des militaires en toutes circonstances, soit en paix, soit en guerre, et même s'ils étaient appelés individuellement sous les drapeaux ; seuls leurs services en temps de guerre ou en temps de paix comptaient comme services militaires pour l'ancienneté, le droit au commandement, la solde progressive, l'avancement dans l'armée.

B. - Les affectés spéciaux compris dans la catégorie B étaient ceux qui appartenaient à certaines professions industrielles, commerciales et agricoles ; maintenus dans leur emploi du temps de paix ou dans un emploi similaire pour les besoins de l'armée ou de la vie économique, ils pouvaient être employés dans des établissements militarisés ou non, ou encore isolément, et ce, tant pour les besoins de l'armée que pour ceux de la vie économique de la nation.

Les affectés spéciaux de cette catégorie qui travaillaient dans des établissements non militarisés, et qui restaient soumis à l'autorité militaire pour tout ce qui concernait leur état et leurs obligations militaires, pouvaient être signalés à l'autorité militaire au cas où leur conduite ou leur travail laissait à désirer.

Ceux qui étaient affectés à des établissements en services militarisés étaient soumis à un règlement intérieur arrêté par l'autorité militaire, et les infractions à ce règlement constituaient des fautes contre la discipline, passibles des sanctions disciplinaires du Code de Justice militaire.

Les affectés spéciaux qui travaillaient pour leur compte n'avaient droit à aucune autre rémunération que le produit de leur travail.

Les affectés spéciaux B des trois catégories ne portaient l'uniforme que dans les cas prévus par le Ministre, et pouvaient être astreints, par l'autorité militaire, au port d'insignes spéciaux. Ceux des deux premières catégories (à l'exclusion de ceux qui travaillaient pour leur compte) touchaient un salaire de base, formé de la solde de leur grade militaire majorée d'une indemnité pour leur entretien, et, éventuellement, de primes de rendement ; salaire de base et primes de rendement étaient payables par l'employeur et, en principe, à sa charge, sans préjudice des conventions contraires qui pouvaient intervenir à ce dernier point de vue entre l'Etat et lui.

Les allocations militaires pouvaient être attribuées aux affectés spéciaux de ces deux catégories, ainsi, d'ailleurs, qu'aux requis.

C. - Les affectés spéciaux maintenus à leur poste de paix dans une administration ou un service public non militarisé, recevaient uniquement les traitements et indemnités de leur emploi, à l'exclusion de toute allocation motivée par leur situation militaire ; ils étaient, cependant, soumis à l'autorité militaire pour tout ce qui concernait leur état et leurs obligations militaires.

Par ailleurs, le règlement d'administration publique du 13 janvier 1926 (1) avait déterminé pour

(1) *J. O.*, 29 janvier 1926.

la première fois de façon précise les catégories de personnes qui, en fonction de leur occupation du temps de paix, pouvaient être classées dans l'affectation spéciale par application de l'article 52 de la loi du 1^{er} avril 1923.

Aux termes de ce décret, six catégories de personnes pouvaient bénéficier des affectations spéciales et étaient classées en autant de tableaux, comportant chacun une liste détaillée d'emplois et de professions.

TABLEAU 1 : Les individus qui faisaient partie des corps spéciaux (1).

TABLEAU 2 : Ceux qui faisaient partie des administrations et des grands services publics.

TABLEAU 3 : Ceux qui exerçaient une profession industrielle.

TABLEAU 4 : Ceux qui exerçaient une profession agricole.

TABLEAU 5 : Ceux qui exerçaient une profession commerciale.

TABLEAU 6 : Ceux qui appartenaient à certaines catégories de Français résidant à l'étranger, hors d'Europe.

Ce règlement précisait que les affectés spéciaux se recrutaient normalement parmi les auxiliaires (1^{re} et 2^e réserves) et parmi les hommes du service armé

(1) Service du Trésor aux Armées, Formations de douaniers Sections de chemins de fer de campagne, etc.

appartenant à la deuxième réserve, et en outre, seulement si c'était indispensable pour les besoins de l'armée, parmi les hommes du service armé appartenant aux onze plus anciennes classes de la première réserve, — l'emploi d'hommes plus jeunes ne devant être que tout à fait exceptionnel et ne devant s'appliquer qu'à des individus personnellement indispensables.

Il était précisé que la surveillance et le contrôle des affectés spéciaux rentraient dans les attributions du commandement territorial; ce service était assuré par des commissions régionales et une commission nationale.

Enfin, les affectations spéciales, lesquelles étaient prononcées par les ministres de la Guerre ou de la Marine, étaient *temporaires*.

L'Instruction du 4 octobre 1926 (1), publiée par application du règlement du 13 janvier 1926, rappela encore quels individus étaient susceptibles, de par leur situation militaire, d'être classés dans l'affectation spéciale, ainsi que le caractère temporaire des affectations spéciales, et la répartition entre les six catégories sus-indiquées des professions ou caractéristiques du temps de paix des affectés spéciaux éventuels.

Le rectificatif à cette Instruction, publié au *Journal Officiel* du 19 juillet 1928, vint préciser pour l'application de cette Instruction et du règlement d'administration publique du 13 janvier 1926 que les hommes de troupe du service auxiliaire qui

(1) *J. O.*, 10 novembre 1926.

deviennent officiers, perdent la qualité d'auxiliaire, et que, d'autre part, les sous-officiers et hommes de troupe des réserves et les officiers de réserve classés dans l'affectation spéciale, étaient administrés d'après les principes généraux admis respectivement pour les hommes des réserves ou les officiers de réserve.

**

Un nouveau règlement d'administration publique, daté du 17 septembre 1930 (1) remplaçant le décret du 13 janvier 1926 vint modifier la situation qui résultait de ce décret et des Instructions prises pour son application.

Ce règlement précisa les modalités de la surveillance et du contrôle d'emploi des affectés spéciaux, surveillance et contrôle qui aux termes dudit décret rentraient dans les attributions du commandement territorial et étaient exercés par des commissions régionales aidées d'inspecteurs de l'affectation spéciale, et par une commission interministérielle, aidée, elle aussi, par des inspecteurs; les membres des commissions et les inspecteurs étaient désignés dès le temps de paix.

Mais là n'était pas l'intérêt de ce décret. Il était tout d'abord, en ceci que celui-ci, pris en application de l'article 52 de la loi du 31 mars 1928, indiquait que les affectations spéciales sont prononcées et rapportées, non seulement par les Ministres de la Guerre ou de la Marine, mais aussi par le Ministre de l'Air ; surtout, là était son innovation, il précisait que les affectations spéciales ne doivent être maintenues

(1) J. O., 13/14 octobre 1930.

qu'autant que les postes désignés aux affectés spéciaux ne pourraient être attribués aux requis civils dont la création avait été décidée par l'article 2 de la loi susdite du 31 mars 1928 (1).

Par ailleurs, les catégories de Français susceptibles d'être classés dans l'affectation spéciale demeureraient inchangées, sinon que l'on visait certaines catégories de Français résidant à l'étranger, sans qu'il fût nécessaire que ce fût hors d'Europe.

Ce décret est resté en vigueur jusqu'à la publication du R. A. P. du 15 mai 1939 (2), pris comme suite à la promulgation de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, et modifié lui-même par deux décrets du 27 novembre 1939 (3) et du 29 novembre 1939 (4).

*
**

Le R. A. P. du 21 avril 1926 n'est plus en vigueur, mais en ce qui concerne les affectés spéciaux, il a été reproduit mot pour mot (à une modification près) par un nouveau décret, en date du 4 octobre 1930, lequel est encore en vigueur, sous des réserves importantes que nous examinerons plus loin.

(1) C'est le lieu d'indiquer également que l'article 52 de la loi du 31 mars 1928 exige, pour le classement dans l'affectation spéciale que la profession ou l'emploi susceptible d'être pris en considération ait été exercé ou tenu deux ans au moins par l'intéressé à partir de son passage dans la première réserve.

(2) *J. O.*, 31 mai 1939.

(3) *J. O.*, 29 novembre 1939.

(4) *J. O.*, 8 décembre 1939, et rectificatif au *J. O.* du 11 décembre 1939.

Ce décret du 4 octobre 1930, à la différence du décret du 21 avril 1926, ne concerne que les affectés spéciaux, à l'exclusion des requis ; en effet, entre temps, la loi de recrutement du 31 mars 1928 (1), dans son article 2, au lieu d'assimiler les requis aux affectés spéciaux, comme l'avait fait la loi du 1^{er} avril 1923, en avait fait des civils.

En ce qui concerne les affectés spéciaux, la seule différence entre les textes des décrets du 21 avril 1926 et du 4 octobre 1930 est la suivante : aux termes du dernier de ces deux décrets, les affectés spéciaux de la catégorie A peuvent être désignés comme tels, non pas seulement, ainsi que l'indiquait le décret de 1926, comme appartenant à un service régulièrement organisé en temps de paix pour entrer, en temps de guerre, dans la composition des corps spéciaux, mais aussi « en raison de leur profession ».

D'ailleurs l'article 52 de la loi du 31 mars 1928, en application duquel a été pris le décret de 1930, reproduisait purement et simplement l'article 52 de la loi du 1^{er} avril 1923.

Pour apprécier, toutefois, plus exactement la situation juridique et sociale des affectés spéciaux, et, plus particulièrement, des mobilisés d'usine, il convient de ne pas perdre de vue les nombreuses lois et les nombreux décrets, de caractère social, notamment, ou fiscal, qui, en vigueur ces derniers temps, ont précisé, sur des points particuliers, la situation des affectés spéciaux ; nous consacrerons plus loin quelques pages aux principaux d'entre eux.

(1) *J. O.*, 2/3 avril 1928.

Actuellement, le décret du 15 mai 1939, portant R. A. P. pour l'application de l'article 52 de la loi du 31 mars 1928, complété par les décrets du 27 novembre 1939 et du 29 novembre 1939, régit tout ce qui a trait aux conditions à remplir par les réservistes pour être susceptibles d'être classés dans l'affectation spéciale ; autrement dit, il classe et définit les diverses professions où peuvent être recrutés les affectés spéciaux, tandis que le décret du 4 octobre 1930 régit le statut des affectés spéciaux (abstraction faite des affectés spéciaux de l'armée de mer et de l'armée de l'air), et, notamment, des mobilisés d'usine, sauf les modifications qui ont été apportées à ce statut par le décret du 15 septembre 1939 (1) relatif à l'utilisation de la main-d'œuvre.

Le rapport au Président de la République, qui précède ce décret, rappelle les termes de l'article 52 de la loi du 31 mars 1928, et, notamment, que les affectés spéciaux — donc, les mobilisés d'usine — sont des militaires.

Les dispositions les plus intéressantes de ce décret sont les suivantes :

L'article 1^{er} précise que, avant de faire appel aux affectés spéciaux, les administrations et services publics sont tenus d'utiliser, au préalable, la totalité du personnel retraité, engagé ou requis dont ils peuvent disposer par application des articles 14 et 18 de la loi du 11 juillet 1938, et que le classement dans l'affectation spéciale est prononcé compte tenu, d'une part, des besoins des forces armées, d'autre

(1) *J. O.*, 16 septembre 1939.

part des besoins ressortant des plans de mobilisation des administrations ou établissements.

L'article 2, plus précis que l'article 1^{er} du décret du 17 septembre 1930, stipule que les affectations spéciales sont essentiellement temporaires, et que, suivant la nature de l'emploi, elles sont accordées :

a) Pour une durée maximum d'un mois non renouvelable ; ou b) pour une durée de un à trois mois, dont la prolongation est prononcée, en cas de besoin justifié, par l'autorité militaire ; ou c) à titre exceptionnel, pour une durée supérieure à trois mois, en ce qui concerne les corps spéciaux figurant au tableau 1 annexé au décret, et certaines professions industrielles indispensables, dont la liste est annexée au tableau 3 ; ces professions comprennent le personnel spécialiste des industries extractives, de l'industrie des explosifs, de la métallurgie et du travail des métaux, de l'aéronautique, etc...

Le classement dans l'affectation spéciale est prononcé, suivant le cas, par les Ministres de la Guerre, de la Marine ou de l'Air, ou, sur délégation, par les officiers généraux commandant les régions militaires, maritimes ou aériennes (et ce, depuis le décret du 15 septembre 1939, relatif à l'utilisation de la main-d'œuvre, sur la proposition du Ministre du Travail) ; toutefois, en ce qui concerne les officiers appartenant aux première et deuxième réserves et les sous-officiers et hommes de troupe du service armé appartenant aux « classes jeunes » (c'est-à-dire les six plus jeunes classes de la première réserve), la décision est toujours prise par le Ministre lui-même (article 3).

D'autre part, les affectations spéciales peuvent être rapportées à tout moment par les autorités qui les ont prononcées, si les besoins de l'armée ou les nécessités de la discipline l'exigent (article 3).

L'article 4 indique parmi quelles catégories de réservistes peuvent être désignés les affectés spéciaux. Il distingue trois catégories : les mobilisés d'usine peuvent rentrer, suivant le cas, dans l'une ou l'autre de ces catégories :

1° Recrutement parmi les hommes du service auxiliaire et parmi les hommes du service armé appartenant à la deuxième réserve, s'il s'agit de satisfaire, soit aux besoins de l'armée, soit au fonctionnement des administrations publiques, soit au maintien de la vie économique du pays.

2° En cas de nécessité absolue, parmi les hommes du service armé (première réserve) appartenant aux plus anciennes classes de la première réserve, dites « classes intermédiaires », en vue de pourvoir au fonctionnement des services ou établissements concourant directement à la satisfaction des besoins de l'armée.

3° A titre tout à fait exceptionnel, parmi les hommes appartenant aux plus jeunes classes de la première réserve, dites « classes jeunes » pour certains emplois d'une importance spéciale, prévus aux tableaux annexés et dont les titulaires ne peuvent être personnellement remplacés; parmi les professions susceptibles de comporter des postes dont les titulaires habituels seraient personnellement indispensables figurent les industries métallurgique,

extractive, aéronautique mentionnées au tableau annexé n° 3 (article 4).

Enfin (articles 5 à 7), le décret institue des commissions qui doivent assister dans leur mission les autorités chargées du contrôle de l'emploi des affectés spéciaux, c'est-à-dire le Ministre de la Défense nationale ou les autorités régionales, militaires et maritimes intéressées ; ces commissions sont chargées de limiter le nombre des affectés spéciaux, sans pouvoir, en aucun cas, proposer de nouvelles affectations spéciales.

Il est ainsi institué — comme par les décrets du 13 janvier 1926 et du 17 septembre 1930 — deux catégories de commissions, d'une composition un peu différente de celle prévue en 1930 ; une commission interministérielle fonctionnant sous l'autorité du Ministre de la Défense nationale, et, dans chaque région militaire, une commission régionale.

Ces commissions fonctionnent dès le temps de paix. Le Ministre du Travail y est représenté, à côté des représentants des ministères militaires, d'une part, et de ceux des ministères intéressés (commission interministérielle), ou des administrations intéressées (commissions régionales), d'autre part ; dans les commissions régionales, le représentant du Ministre du Travail est un inspecteur du Travail, accrédité auprès du général commandant la région militaire. Le décret-loi du 29 novembre 1939, a ajouté à la liste des membres de la Commission interministérielle (1) deux sénateurs et deux députés

(1) Les membres de la commission interministérielle pour l'année 1940 ont été désignés par arrêté du 5 janvier 1940 (*J. O.*,

choisis par leurs collègues, et, tant à la Commission interministérielle qu'aux commissions régionales, deux représentants des anciens combattants, désignés par le Ministre de la Défense nationale, sur proposition de leurs associations nationales.

Enfin, au texte du décret du 15 mai 1939, sont annexés six tableaux (modifiés par le décret du 27 novembre 1939) qui remplacent les tableaux correspondants du décret du 17 septembre 1930.

Bornons-nous à indiquer, en ce qui concerne les mobilisés d'usine, que le tableau n° 3 (professions industrielles) est divisé en deux parties : dans la première sont indiquées les professions susceptibles de comporter des affectations spéciales de l'une ou l'autre des trois catégories plus haut indiquées; dans la seconde, figure la liste des établissements et services au titre desquels peuvent être demandées les dites affectations spéciales, classés par département ministériel dont ils relèvent.

Mentionnons encore (art. 8) que la mise en vigueur des premières mesures prévues en cas de tension extérieure a pour effet de suspendre, jusqu'à nouvel ordre de l'autorité militaire, l'examen de toute demande nouvelle introduite par des établissements ou services, aux fins de classement de membres de leur personnel dans l'affectation spéciale.

7 janvier 1940 et modificatif au *J. O.* du 14 janvier 1940). (Rectificatif au *J. O.* du 17 janvier 1940.) Elle a tenu sa première séance le 18 janvier 1940.

Par ailleurs, un décret-loi du 29 novembre 1939 (1) a ajouté à la loi du 31 mars 1928 un article 89 *bis* ; ce texte stipule des pénalités (emprisonnement de un à trois ans et amendes de 1.000 à 5.000 francs ou l'une de ces deux peines), à l'encontre de quiconque en vue de prononcer ou de faire prononcer la mise en affectation spéciale d'elle-même ou d'autrui, aura, soit fait de fausses déclarations, soit trompé ou tenté de tromper l'autorité sur la profession ou les capacités de l'intéressé, soit employé un affecté spécial à d'autres travaux que ceux en vue desquels son affectation spéciale a été prononcée, soit enfin aura facilité sciemment l'accomplissement des faits sus-mentionnés. La possibilité d'admission des circonstances atténuantes est expressément prévue.

(1) *J. O.*, 8 décembre 1939 ; rectificatif au *J. O.* du 12 décembre 1939.

CHAPITRE II

LE STATUT ACTUEL DES MOBILISES D'USINE

Depuis la promulgation du décret du 4 octobre 1930, le décret du 15 septembre 1939 relatif à l'utilisation de la main-d'œuvre (pris par application de l'art. 54 de la loi du 11 juillet 1938, modifié par le décret-loi du 18 avril 1939 (1), de la loi du 31 mars 1928 et du décret du 4 octobre 1930) a apporté un changement capital au statut social des mobilisés d'usine : désormais, le Ministre du Travail, désigné comme ministre unique de l'organisation, de la réglementation et de l'utilisation de la main-d'œuvre en France, est, notamment pendant toute la durée des hostilités, chargé de fixer, en accord avec les ministres intéressés, la réglementation générale des conditions de travail des diverses catégories de main-d'œuvre, et, parmi celles-ci, du personnel placé en affectation spéciale.

L'article 3 de ce décret stipule, en outre, que, sauf possibilité pour lui de déléguer ses pouvoirs aux ministères intéressés, c'est le Ministre du Travail qui propose aux Ministres de la Défense Nationale et de la Guerre, de la Marine et de l'Air, qui ont seuls qualité pour en décider, la mise en affectation spéciale des mobilisés dont la présence est indispensable, à raison de leur compétence technique, dans

(1) *J. O.*, 19 avril 1939.

les établissements travaillant pour la Défense Nationale ou participant à l'exécution d'un service public.

Il faut d'ailleurs ajouter maintenant aux trois ministères ci-dessus le ministère de l'Armement, créé par décret-loi du 19 septembre 1939 (1).

Du fait du décret du 15 septembre 1939, le décret-loi du 10 novembre 1939 (2), contresigné par le Président du Conseil et le Ministre du Travail, relatif au régime du travail pendant la durée des hostilités, s'applique aux affectés spéciaux, qu'inclut la généralité de ses termes, en ce qui concerne les conditions du travail, et, notamment, la réglementation relative aux salaires, au même titre qu'aux autres catégories de travailleurs.

Par suite, les mobilisés d'usine ne touchent plus un salaire de base composé de la solde de leur grade militaire majorée d'une indemnité destinée à assurer leur entretien : ils touchent un salaire comme les autres catégories de travailleurs, et le même salaire (3).

Il en résulte pratiquement, à défaut de tout autre texte spécial sur ce point, qu'en ce qui concerne le salaire, les affectés spéciaux et, plus particulièrement, les mobilisés d'usine employés dans des établissements travaillant pour la Défense Nationale

(1) *J. O.*, 21 septembre 1939.

(2) *J. O.*, 16 novembre 1939, et rectificatif, *J. O.*, 22 novembre 1939.

(3) Si par conséquent, ce qui est très fréquent, le mobilisé d'usine est utilisé chez son employeur et dans son emploi du temps de paix, il touche purement et simplement son salaire habituel.

(tout au moins dans les établissements non militaires), se trouvent assimilés aux civils auprès desquels ils sont appelés à travailler, c'est-à-dire que leurs salaires sont fixés par application de l'article 15 de la loi du 11 juillet 1938, de l'article 20 du R. A. P. du 28 novembre 1938, ainsi que du décret-loi du 10 novembre 1939.

En conclusion, disons que, bien qu'aux termes de l'article 1^{er} du décret du 15 septembre 1939 précité, et conformément aux décrets du 21 avril 1926 et du 4 octobre 1930, les affectés spéciaux restent soumis à l'autorité militaire, en ce qui concerne l'application des lois et règlements militaires et, notamment, la discipline (1), il n'en est donc pas moins vrai que, au point de vue économique et social, ils sont assimilés aux travailleurs civils, et aussi aux requis civils dans toute la mesure compatible avec leur situation juridique et les nécessités de la discipline, ce qui, d'ailleurs, est normal : à travail égal, salaire égal.

Il y a là un retour des choses ; la loi sur le recrutement de l'armée du 1^{er} avril 1923 assimilait les requis aux mobilisés d'usine quant aux conditions de leur emploi ; maintenant, ce sont, au contraire, les mobilisés d'usine qui sont assimilés, tout au moins au point de vue économique et social, aux requis,

(1) Voir notamment en ce sens le jugement du Tribunal militaire de la 2^e Région (affaire O...) du 21 novembre 1939 reproduit à la *Gazette du Palais* du 9 janvier 1940, et la note non signée ; ce jugement condamne par application du Code de Justice militaire un affecté spécial, qui avait refusé d'obéir à son chef d'équipe, et non exécuté l'ordre reçu.

lesquels étaient redevenus des requis « civils », aux termes de l'article 2 de la loi du 31 mars 1928.

Touchant un salaire, les mobilisés d'usine peuvent bénéficier, comme les autres catégories de travailleurs, des indemnités de dépaysement, prévues par l'article 6 du décret-loi du 10 novembre 1939 précité, dans le cas où l'établissement qui les emploie est transféré d'une localité dans une autre ; ces indemnités ont un caractère exceptionnel et leur allocation est subordonnée à l'agrément du Ministre du Travail, ainsi qu'à celui du ministre intéressé, s'il s'agit d'un établissement travaillant pour la Défense Nationale ; elles viennent s'ajouter aux salaires en vigueur, dans la localité où l'établissement et sa main-d'œuvre sont transférés. Le même régime s'applique aussi lorsqu'il y a mutation de mobilisés d'usine entre deux établissements d'une même entreprise, situés dans des localités différentes.

Ces indemnités de dépaysement ont fait l'objet d'un arrêté du Ministre du Travail du 18 décembre 1939 (1).

Corrélativement, touchant un salaire, les affectés spéciaux sont, aux termes de l'article 6 du décret-loi du 10 novembre 1939 (2), relatif à la perception de la Contribution Nationale Extraordinaire et de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires, pensions et rentes viagères, toujours soumis, à compter du 1^{er} novembre 1939 jusqu'à la fin

(1) *J. O.*, 24 décembre 1939.

(2) *J. O.*, 17 novembre 1939. Ne pas confondre ce décret-loi avec le décret-loi du même jour, mais promulgué le 16 novembre 1939, sur le régime du travail pendant la durée des hostilités.

des hostilités, à la Contribution Nationale Extraordinaire au taux le plus élevé, soit 15 % ; toutefois, lors de la discussion, à la Chambre, le 14 décembre 1939, du budget de 1940 (1), M. Paul Reynaud, Ministre des Finances, a annoncé que les affectés spéciaux appartenant aux classes libérées par anticipation avant que les hommes qui en font partie aient atteint 49 ans, seraient exonérés du taux majoré de 15 % et payeraient la contribution nationale extraordinaire au taux de 2 %, porté à 5 % par le décret sus-visé, à partir du 1^{er} janvier 1940 ; cette exonération a fait l'objet du paragraphe 2 de l'article 2 d'un arrêté du ministre de la Défense Nationale et de la Guerre du 18 décembre 1939 (2) ; elle englobe également, outre les affectés spéciaux dégagés d'obligations militaires en raison de leur âge, les pères d'au moins six enfants, et les pères de famille mobilisables qui, s'ils n'étaient pas affectés spéciaux, seraient renvoyés dans leurs foyers en raison de leurs charges de famille.

En outre, sont exemptés du taux majoré de 15 %, tous les titulaires de la Carte du Combattant (art. 6 de la loi de budget du 31 décembre 1939 (3) complétant l'article 6 du décret-loi du 10 novembre 1939, relatif à la perception de la Contribution Nationale Extraordinaire et de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires).

(1) *J. O.*, Débats parlementaires, 15 décembre 1939, Chambre des députés, 1^{re} séance du 14 décembre 1939, page 2278.

(2) *J. O.*, 19 décembre 1939.

(3) *J. O.*, 1^{er} janvier 1940.

Par application de l'article 10 du même décret-loi du 10 novembre 1939, les employeurs retiennent aux mobilisés d'usine, depuis le 1^{er} janvier 1940, en même temps que la Contribution Nationale Extraordinaire, l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires, auquel, bien entendu, les mobilisés d'usine sont *ipso facto* assujettis du seul fait qu'ils touchent un salaire.

En outre et pour le même motif, les mobilisés d'usine subissent, au profit du Fonds de Solidarité Nationale, le prélèvement de 40 % de leurs salaires afférents aux heures de travail faites au-delà de la durée légale (c'est-à-dire des heures de travail, à partir de la 41^e heure jusqu'à la 60^e heure), ce, conformément au régime du travail institué par le décret-loi du 27 octobre 1939 sur le régime du travail (1).

De ce que les mobilisés d'usine touchent un salaire, c'est-à-dire sont, économiquement et socialement, des civils, il résulte que, conformément aux simples

(1) *J. O.*, 31 octobre 1939. Le décret-loi du 27 octobre 1939 sur le régime du travail a abrogé et remplacé l'article 9 du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 (*J. O.*, 6 septembre 1939), qui avait été complété par un décret d'application du 22 septembre 1939 (*J. O.*, 23 septembre 1939) et modifié par deux décrets-lois du 26 septembre 1939 (*J. O.*, 4 octobre 1939) et complété à à nouveau par un décret du 17 octobre 1939 (*J. O.*, 20 octobre 1939) ; le régime du travail fixé par le décret-loi du 27 octobre 1939 a fait en outre, l'objet d'une circulaire d'application du ministre du Travail du 6 décembre 1939 (*J. O.*, 30 décembre 1939) et d'un décret d'application du 5 décembre 1939 (*J. O.*, 7 janvier 1940), d'une Instruction du ministre des Finances du 8 janvier 1940 (*J. O.*, 13 janvier 1940, et rectificatif au *J. O.* du 19 janvier 1940), etc.

ouvriers civils, et aussi conformément aux requis civils (1), ils bénéficient de la législation ouvrière et sociale, notamment des assurances sociales, des allocations familiales et des congés payés (2).

Ils bénéficient aussi, comme au cours de la guerre de 1914-1918, de la législation de la loi de 1898 et des lois qui l'ont modifiée et complétée sur les accidents du travail, les maladies professionnelles et la rééducation professionnelle des mutilés du travail, même s'ils sont employés dans des établissements de l'Etat ; cette législation, en effet, s'applique aussi bien aux établissements de l'Etat qu'aux établissements privés, sauf les cas spéciaux prévus à l'art. 32 de la loi de 1898.

Par contre, aux termes de l'article 4 du décret-loi du 20 janvier 1940, relatif aux pensions militaires, les mobilisés d'usine ne peuvent, en aucun cas, se réclamer des dispositions de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires et des lois subséquentes, pour les infirmités contractées ou aggravées au cours des périodes où ils ont été classés dans l'affectation spéciale. S'ils sont, pendant ces périodes, victimes d'événements de guerre, ils sont justiciables de la législation des victimes civiles (rapport au Président de la République précédent le décret-loi précité).

D'autre part, à défaut de texte formel sur ce point, il ne paraît pas interdit aux mobilisés d'usine de

(1) Pour les requis civils, la chose est spécifiée par l'article 15 de la loi du 11 juillet 1938.

(2) Pour les congés payés, voir *infra* page 60.

s'affilier ou de demeurer affiliés à un syndicat, ce qui leur était possible déjà au cours de la guerre de 1914-1918, mais, à notre avis, sans pouvoir en être administrateurs ou directeurs, l'activité qu'ils auraient à déployer dans ces fonctions semblant bien incompatible avec leur état militaire.



Quant à la révision des salaires, les affectés spéciaux suivent, sous le bénéfice des observations qui précèdent, le sort des ouvriers civils ou des requis civils employés à leurs côtés dans les établissements travaillant pour la Défense Nationale ou dont le fonctionnement est nécessaire à l'activité économique du pays.

Le texte relatif à la révision des conditions du travail, et notamment des salaires, dans les établissements travaillant pour la Défense Nationale est l'article 5 du décret-loi précité du 10 novembre 1939 sur le régime du travail pendant la durée des hostilités.

Aux termes de ce texte, il est précisé ce qui suit :

1° Les conditions de travail résultant ou non de conventions collectives, existant au 1^{er} septembre 1939, sont stabilisées ; « à cet effet, la moyenne des salaires payés, dans chaque entreprise, aux agents d'une même catégorie professionnelle, ne pourra, dans des conditions égales de durée de travail et de rendement, excéder le salaire moyen constaté pour cette entreprise à la date du 1^{er} septembre 1939 ».

2° Les conditions de travail ne pourront être modifiées que par décision conjointe du Ministre du Tra-

vail et du Ministre intéressé, prise après avis des commissions techniques créées par l'article 3 du décret ; ces commissions, dont il appartient au Ministre du Travail de fixer la composition et la compétence territoriale et professionnelle (1), doivent examiner, notamment, les conditions de détermination des salaires aux pièces ou au rendement et de calcul du salaire moyen.

Il résulte de cette réglementation que la fixation du salaire est faite d'autorité par l'Administration dans les établissements considérés pour l'application du décret comme travaillant pour la Défense Nationale, et dont la liste doit faire l'objet d'arrêtés non encore parus à la mi-janvier 1940 ; non seulement les affectés spéciaux, mais aussi les requis civils ou même les civils ordinaires employés dans les établissements travaillant pour la Défense Nationale n'ont aucune part dans la révision des salaires. L'application des dispositions réglementaires fixant le taux des salaires est, d'ailleurs, sanctionnée, à l'égard des uns et des autres, par les pénalités prévues à l'article 7 du décret en question, à l'encontre des employeurs, au profit du fonds de solidarité nationale ; aux termes de cet article, tout paiement de salaire indû ou insuffisant donne lieu, de la part de l'employeur, au versement au fonds de solidarité nationale, d'une somme égale au triple de la partie du salaire indûment ou insuffisamment payée, sans préjudice, le cas échéant, de la réparation à laquelle le salarié peut prétendre ;

(1) La composition de ces commissions a été fixée par arrêté du ministre du Travail du 18 décembre 1939 (*J. O.*, 24 décembre 1939, et rectificatif au *J. O.* du 14 janvier 1940).

ce versement est opéré au vu de rôles établis par l'Administration des Contributions Directes, à l'aide des éléments qui lui auront été fournis par les services compétents du Ministère du Travail ; de plus, les salaires indûment payés, ainsi que le montant des pénalités fiscales ci-dessus, sont exclus des charges des entreprises pour le calcul du prélèvement applicable au titre de la limitation des bénéfices, et pour le calcul des impôts dûs sur le bénéfice résiduel (1).

Dans les établissements considérés comme ne travaillant pas pour la Défense Nationale, la procédure de révision des salaires est fixée par les articles 2 et 3 du décret étudié, et ce, suivant les modalités qui vont être indiquées.

(1) Il semble résulter des dispositions de l'article 21 du décret du 10 nov. 1939, article mentionné par ailleurs et qui édicte que la constatation des infractions à ses dispositions sera effectuée dans les mêmes conditions que celle des infractions aux dispositions du Code du Travail, les conséquences suivantes : les inspecteurs du Travail ont désormais, pour la durée des hostilités, le droit de contrôler le montant des traitements et salaires, versés aux employés et ouvriers, qu'il s'agisse d'ailleurs indifféremment des mobilisés d'usine, des requis civils ou des civils non requis. Mais il faut remarquer qu'au cas où ils recevraient un salaire insuffisant au regard de la législation en vigueur, les mobilisés d'usine, à raison de leur statut juridique de militaires, ne paraissent pas pouvoir s'adresser aux Prud'hommes pour obtenir des dommages-intérêts ; ont-ils alors le droit d'adresser des réclamations à l'employeur, soit directement, soit par l'entremise des délégués du personnel, et, si ces réclamations ne sont pas satisfaites, de signaler le fait à l'Inspecteur du Travail ? Peuvent-ils seulement adresser leurs réclamations à l'autorité militaire ? Nous penchons plutôt pour la première solution.

Dans cette catégorie d'établissements, les clauses des conventions collectives de travail en vigueur au 1^{er} septembre 1939 peuvent être révisées, soit par accord entre les organisations intéressées, soit à la demande de l'une d'elles ; « à défaut d'accord, la révision ne peut être provoquée que si l'économie du contrat a été bouleversée par des circonstances imprévisibles ».

Dans ce dernier cas, la demande est adressée à une commission supérieure, composée d'un président et de quatre membres ayant chacun un suppléant, désignés par décret et choisis parmi les membres en activité ou en retraite des grands corps de l'Etat ; la commission décide définitivement dans le délai de quinzaine si des circonstances imprévisibles ont effectivement bouleversé l'économie du contrat ; s'il y a lieu à révision, elle peut, soit déterminer le contenu des clauses nouvelles, soit impartir un délai aux organisations intéressées pour se mettre d'accord sur ces clauses, délai à l'expiration duquel, à défaut d'accord, elle statue.

En tout cas, les conditions de travail déterminées, soit par accord entre les organisations intéressées, soit par la commission supérieure, n'entrent en vigueur qu'elles ont reçu l'agrément du ministre du Travail ; les décisions de celui-ci, et celles de la commission supérieure, ne sont susceptibles d'aucun recours.

Dans les mêmes établissements, le ministre du Travail peut aussi modifier d'office les clauses des conventions collectives et sentences arbitrales en vigueur, lorsqu'elles lui paraissent incompatibles avec les nécessités de la production ou du rendement du tra-

vail ; en particulier, il peut déterminer les barèmes de salaires applicables dans une profession et une région déterminées, notamment pour éviter le déséquilibre économique que la pratique ou la généralisation de certains taux de salaires pourraient entraîner. Le ministre statue après avoir pris l'avis de commissions techniques dont il fixe, par arrêté, la composition et la compétence territoriale et professionnelle, en tenant compte tant des nécessités de la production et du rendement que des conditions de travail et d'existence dans les professions et régions envisagées.

L'article 4 du décret donne pouvoir au Ministre du Travail, après consultation des commissions prévues à l'article 3 et ci-dessus mentionnées, de rendre obligatoire, pour l'ensemble des établissements d'une profession et d'une région, tout ou partie des conditions de travail résultant des conventions collectives en vigueur dans cette profession et cette région ; le Ministre peut aussi, à défaut de convention collective, et suivant la même procédure, fixer des conditions de travail applicables dans une profession et une région déterminées, — pouvoir réellement exorbitant, que seules justifient les circonstances présentes et le renforcement de l'autorité qu'exige la conduite de la guerre (1).

Toutes ces mesures représentent un effort d'adaptation à l'état de guerre de la législation antérieurement en vigueur depuis peu d'années ; elles se traduisent dans l'ensemble par un renforcement des

(1) Au cours de la guerre de 1914-1918, jamais l'exécutif n'avait eu, au moins légalement, ce pouvoir.

pouvoirs du Ministre du Travail, dans l'intérêt de la stabilisation du coût de la vie et de la paix sociale.

**

Des préoccupations analogues se retrouvent dans l'article 9 du décret sus-visé, qui met fin au mandat des délégués du personnel qui étaient en fonctions le 1^{er} septembre 1939 ; les articles 10 et 11 prévoient la désignation des délégués, pendant la durée des hostilités, par les organisations ouvrières légales (c'est-à-dire non affiliées au parti communiste) les plus représentatives (pratiquement par leurs bureaux), suspendant ainsi la désignation des délégués par l'élection prévue par le décret du 12 novembre 1938 ; les dispositions de ces deux articles ont été commentées et complétées par une circulaire de M. Pomaret, ministre du Travail, du 14 décembre 1939 (1), adressée aux inspecteurs du Travail et qui, notamment, vu les circonstances, réduit, dans certains cas, à trois mois la durée de présence dans l'établissement exigée pour pouvoir être désigné comme délégué.

Ce que nous voulons retenir de ces textes, relatifs au mode de désignation des délégués du personnel, c'est que les mobilisés d'usine ne pouvant faire partie du bureau des syndicats, ne participeront jamais, d'une façon directe, à la désignation des délégués, sauf peut-être lorsque les organisations ouvrières

(1) *J. O.*, 16 décembre 1939, et rectificatif *J. O.*, 23 décembre 1939.

représentatives seront, non pas des syndicats, mais des associations professionnelles constituées en application de la loi du 1^{er} juillet 1901, éventualité prévue et admise au titre II, 2^e partie, alinéa *e* de la circulaire sus-visée du 14 décembre 1939, car on ne voit pas pourquoi les mobilisés d'usine ne pourraient être membres du bureau d'une telle association, dont les droits sont plus restreints que ceux des syndicats.

Il y a aussi ceci à noter : c'est que, sans aucun doute, du fait de leur statut juridique militaire, les mobilisés d'usine ne pourront jamais être désignés comme délégués.

Par contre, il semble permis aux mobilisés d'usine, comme à tous autres ouvriers, de saisir les délégués de leurs réclamations relatives aux conditions du travail et, notamment, à la réglementation du travail, à l'hygiène et à la sécurité, voire même d'adresser directement leurs réclamations à l'employeur droit dont en fait ils n'useront jamais (1).

Enfin, l'article 21 du décret précise que la constatation des infractions aux dispositions qu'il édicte est effectuée dans les mêmes conditions que celle des infractions aux dispositions du Code du Travail, c'est-à-dire par les inspecteurs du Travail, sans faire de distinction entre les catégories de personnels : mobilisés d'usine, requis civils, civils ordinaires ; au surplus, aux termes de l'article 4 du décret du 15 septembre 1939 précité, relatif à l'utilisation de la

(1) Voir aussi *supra* p. 46, en note.

main-d'œuvre, les inspecteurs du Travail peuvent être investis d'un grade dans la hiérarchie militaire.

*

**

Il nous reste, au sujet des mobilisés d'usine, à examiner avec quelque détail leur statut en ce qui concerne certains points particuliers, en prenant toujours pour point d'appui le double aspect du statut actuel du mobilisé d'usine : statut juridique de militaire, statut social de civil.

En ce qui concerne le régime du travail, abstraction faite de la question des salaires, les mobilisés d'usine sont (voir plus haut page 43) susceptibles d'être employés dans des établissements ou services militarisés : dans ce cas, ils sont soumis, dans chaque établissement, à un règlement intérieur arrêté par l'autorité militaire, et susceptible de varier d'un établissement à l'autre ; nous avons vu précédemment qu'aux termes du décret du 4 octobre 1930 (1), les infractions à ce règlement constituent des fautes contre la discipline, passibles, comme telles, de sanctions disciplinaires.

Mais ils peuvent aussi être employés dans des établissements non militarisés : dans ce cas, le régime du travail est pour eux le régime normal de l'établissement, tel qu'il résulte de la législation de droit commun, avec cette seule réserve que ceux dont le travail ou la conduite laisseraient à désirer peuvent être signalés à l'autorité militaire.

(1) Article 7.

Il y a lieu de faire à cet égard les remarques suivantes :

Mise à part la question de leur rémunération, que nous avons traitée précédemment, les mobilisés d'usine bénéficient de l'ensemble des dispositions des conventions collectives et sentences arbitrales en vigueur le 1^{er} septembre 1939 (décret-loi du 27 octobre 1939) (1), sous réserve des dispositions de l'article 13 du décret du 1^{er} septembre 1939 (2) fixant le régime du travail, et des dispositions particulières prévues, pour la révision des conventions collectives, par le décret-loi déjà cité du 10 novembre 1939 dans les établissements travaillant pour la défense nationale, où en fait sont employés le plus grand nombre des affectés spéciaux.

Quant au nombre d'heures de travail auquel peuvent être astreints les affectés spéciaux, il est variable suivant les établissements ou les catégories d'établissements ; s'il s'agit d'établissements militarisés, les mobilisés d'usine sont soumis à cet égard aux dispositions des règlements intérieurs de ces établissements ; dans les établissements non militarisés, il peut atteindre au maximum 60 heures par semaine (article 1^{er} du décret sus-visé du 1^{er} septembre 1939), la durée du travail ne devant pas dépasser, en principe, 11 heures par jour (article 2),

(1) *J. O.*, 1^{er} novembre 1939.

(2) L'article 13 du décret du 1^{er} septembre 1939 a suspendu l'application de la législation sur la conciliation et l'arbitrage (et les clauses des conventions collectives et contrats de travail relatives à la révision des salaires).

ni en tout cas 12 heures, au cas, notamment, de récupération des interruptions collectives de travail.

En ce qui concerne les travaux continus (article 2, dernier alinéa, du décret du 1^{er} septembre 1939), la durée hebdomadaire de travail peut s'entendre de la durée moyenne de 56 heures par semaine, sur une période de 12 semaines au plus, sauf autorisation de l'inspecteur du Travail ; pour ces mêmes travaux, lorsqu'ils sont exécutés dans l'intérêt de la défense nationale ou d'un service public, la limite de la durée hebdomadaire de travail peut être portée à 72 heures, après autorisation de l'inspecteur du Travail.

La possibilité de dérogations exceptionnelles à ces dispositions est prévue par les articles 4 et 5 du décret.

L'article 6 prévoit, inversement, la faculté, pour le Ministre du Travail, d'abaisser la limite de 60 heures par semaine fixée par l'article 1^{er}, et ce, par localité ou par région et par professions ou catégories de personnels.

Enfin, les mobilisés d'usine sont soumis en ce qui concerne le repos hebdomadaire à la même réglementation que les autres catégories de personnels travaillant à leurs côtés, et notamment, suivant le cas, au décret-loi du 1^{er} septembre 1939 (1) et à l'arrêté du 2 septembre 1939 (2) modifié par l'arrêté du 8 septembre 1939 (3).

(1) *J. O.*, 6 septembre 1939.

(2) *J. O.*, 3 septembre 1939.

(3) *J. O.*, 9 septembre 1939.

**

Enfin la question des changements d'affectation d'un établissement à un autre est réglementée par le décret-loi du 10 novembre 1939, sur le régime du travail.

L'article 14 dudit décret rappelle implicitement que c'est l'autorité militaire qui fixe les affectations spéciales et a, seule, qualité pour les modifier ; partant de ce principe, le même article interdit à tout employeur d'occuper un travailleur placé dans la position d'affectation spéciale au titre d'un autre établissement, si ce travailleur n'est pas porteur d'un ordre de l'autorité militaire modifiant son affectation antérieure. L'inobservation de cette prescription expose l'employeur (art. 18) aux amendes prévues par l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938, modifié par le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 (1).

De même, l'article 15 interdit aux employeurs de licencier un travailleur placé dans la position d'affectation spéciale sans avoir, préalablement, obtenu de l'autorité militaire la radiation de l'affectation spéciale ou l'affectation à un nouvel établissement.

Toutefois, si, pour un motif grave, le travailleur ne peut être maintenu dans l'établissement, l'employeur peut le renvoyer sans délai, à condition de prévenir immédiatement l'autorité militaire par l'intermédiaire de la Gendarmerie, et de lui adresser, en même temps, une demande de radiation de l'affectation spéciale ; la Gendarmerie suspend aussitôt l'affectation spéciale et en porte mention sur le fascicule de l'intéressé.

(1) *J. O.*, 6 septembre 1939.

Si, à la suite de l'enquête à laquelle elle procède, l'autorité militaire maintient l'intéressé en affectation spéciale et le détache auprès d'un autre établissement, désigné après consultation du ministère mobilisateur de l'établissement ou de l'inspecteur du Travail, dans ce cas ce dernier peut mettre à la charge de l'employeur une indemnité correspondant aux dépenses qui résultent pour l'Etat de la mutation de l'intéressé, dans la limite des frais de déplacement et de l'entretien de l'ouvrier pendant quinze jours (article 15, *in fine*).

Comme, de plus (article 18) les employeurs qui ne se conformeraient pas aux prescriptions sus-visées sont passibles des peines prévues au § 5 de l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938, modifié par le décret-loi du 1^{er} septembre 1939, c'est-à-dire d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 500 à 30.000 francs ou de l'une de ces deux peines, lesquelles peuvent être portées au double en cas de récidive. Les intérêts supérieurs de la défense nationale se trouvent ainsi protégés efficacement contre l'arbitraire patronal, et les affectés spéciaux eux-mêmes trouvent dans ces dispositions une protection.

**

Les mobilisés d'usine ont-ils droit aux allocations militaires ? — On a vu précédemment qu'aux termes du décret du 4 octobre 1930 qui reproduisait le décret du 21 avril 1926, celles-ci peuvent, le cas échéant, être attribuées aux familles des affectés spéciaux de la catégorie B, dont font partie les mobilisés d'usine, à la seule exclusion de ceux qui,

dans l'affectation spéciale, sont maintenus à un poste où ils travaillent pour leur compte.

Les décret-loi (1) et décret simple (2) du 1^{er} septembre 1939 (ce dernier modifié à diverses reprises), qui ont institué une allocation journalière à compter du jour de la mobilisation (3) et qui en ont fixé le taux et les conditions d'attribution, ne visent que les familles reconnues nécessiteuses des « militaires », soutiens indispensables de famille, présents sous les drapeaux : d'ailleurs, il est précisé que le « bulletin de présence au corps » de l'intéressé figure parmi les pièces à fournir à l'appui des demandes d'allocations. Néanmoins, le décret du 4 octobre 1930 n'étant pas visé et abrogé par ces textes, il n'est pas douteux qu'il doit continuer à recevoir application en l'espèce.

Ce qui le confirme, c'est la circulaire de M. Marc Rucart, ministre de la Santé publique, aux préfets,

(1) *J. O.*, 8 septembre 1939.

(2) *J. O.*, 8 septembre 1939 ; ce décret a été modifié par trois décrets des 6 et 29 novembre et 27 décembre 1939 (*J. O.*, 7 et 30 novembre et 28 décembre 1939).

(3) L'article 12 du décret simple a en outre précisé qu'à compter du jour de la mobilisation, les bénéficiaires d'allocations attribuées en application de l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 aux familles nécessiteuses des militaires appelés sous les drapeaux en temps de paix, étaient d'office soumises au régime institué par la loi du 24 août 1931 et le décret du 29 décembre 1931, c'est-à-dire qu'en ce qui concerne ces bénéficiaires comme les autres, appel peut être fait des décisions de la commission départementale par le préfet, le directeur des Contributions directes ou le Contrôleur départemental des lois d'assistance devant la Commission supérieure des allocations militaires créée par ledit décret du 29 décembre 1931.

du 6 novembre 1939 (1) ; dans sa deuxième partie, au § *m*, relatif au cas de non persistance de la situation nécessitante de la famille du mobilisé, situation qui, seule, ouvre le droit aux allocations, il est précisé d'abord : les maires devront aviser les préfets « de tout changement survenu, à leur connaissance, dans la situation des familles, par exemple quand un mobilisé est renvoyé pour être affecté dans une industrie indispensable à la défense nationale (usine de guerre) ou à la vie nationale (boulangier, meunier)... » Puis le texte ajoute que les directeurs des établissements militaires ou privés devront aviser les préfets des salaires alloués, pour permettre aux commissions compétentes de statuer en connaissance de cause, compte tenu que l'intéressé travaille ou non (en tant qu'affecté spécial) dans la localité où habite sa famille, observation faite que, contrairement aux requis civils, les mobilisés d'usine ne bénéficient pas de la gratuité du transport de leur famille à leur lieu d'affectation, si celui-ci est différent de celui de leur résidence habituelle. Il est donc certain (2) que, conformément aux stipulations de l'article 9 du décret du 4 octobre 1930, les ouvriers

(1) *J. O.*, 18 novembre 1939.

(2) La chose a été expressément confirmée par la circulaire de M. Marc Rucart, ministre de la Santé Publique, aux préfets, du 25 janvier 1940 (*J. O.*, 30 janvier 1940) en ce qui concerne seulement les mobilisés d'usine travaillant dans un établissement éloigné de la localité où réside leur famille, étant en outre spécifié qu'un même enfant ne peut donner lieu à la fois à l'attribution d'une allocation familiale et d'une majoration d'allocation militaire.

affectés spéciaux en usine de guerre, les familles des compagnons meuniers, boulangers, etc., en affectation spéciale, peuvent, le cas échéant, prétendre au bénéfice des allocations militaires (1) ; par contre les patrons des usines de guerre, les patrons meuniers et autres, ne touchant pas de salaire, mais travaillant pour leur compte, il résulte implicitement du silence de la circulaire à leur égard que, sur ce point encore, est intégralement maintenue la disposition du décret du 4 octobre 1930, aux termes de laquelle les affectés spéciaux qui travaillent pour leur compte n'ont droit à titre de rémunération, — pour eux et leur famille — qu'au seul produit de leur travail.

**

Les mobilisés d'usine et la franchise postale militaire. — Les mobilisés d'usine et leurs familles n'ont certainement pas droit à la franchise postale, pas plus qu'ils n'y avaient droit en 1914; celle-ci, en effet, aux termes du décret-loi du 18 avril 1939 (2) (entré en vigueur à la suite de l'arrêté du 26 août 1939) (3), qui l'a instituée, ne bénéficie qu'aux militaires et marins faisant partie des armées de terre, de mer et de l'air ou rappelés exceptionnellement sous les drapeaux en cas de tension extérieure, et à leurs familles; l'esprit de ce texte est essentiellement

(1) Tout en contribuant par le moyen de la contribution nationale extraordinaire à alimenter (en règle générale au taux majoré de 15 %) le fonds de solidarité nationale destiné à subvenir notamment aux charges desdites allocations.

(2) *J. O.*, 19 avril 1939.

(3) *J. O.*, 27 août 1939.

restrictif et exclut les affectés spéciaux; la franchise postale accordée aux militaires ne peut, d'ailleurs, groupés en corps organisés et vivant en commun, soit aux armées, soit en caserne.

Leurs familles ne bénéficient certainement pas non plus, et pour le même motif, des facilités prévues, pour l'envoi de colis aux militaires en campagne ou « présents sous les drapeaux », par le décret du 30 octobre 1939 (1) ; par contre, et à défaut de toute indication contraire, ceux dont les familles, vu leur situation nécessiteuse, bénéficient des allocations militaires, paraissent bien avoir le droit de recevoir du titulaire de l'allocation principale, en port gratuit, un colis mensuel de 2 kilos au maximum, faveur accordée indistinctement à tous les bénéficiaires des allocations militaires par le décret-loi du 9 septembre 1939 (2).

*
**

La reprise de leur contrat de travail par les mobilisés d'usine à leur libération. — Cette question a été réglée par le décret-loi du 21 avril 1939 (3) ; ce texte précise que les administrations publiques et les entreprises privées doivent garantir à chacun des membres de leur personnel rappelé sous les drapeaux, par suite soit d'un ordre d'appel ou de convocation, soit du rappel de sa classe, soit de la mobilisation générale, la reprise de l'emploi qu'il occupait avant d'être rappelé, à condition que cette

(1) *J. O.*, 5 novembre 1939.

(2) *J. O.*, 6 octobre 1939.

(3) *J. O.*, 22 avril 1939.

reprise soit possible (article 1^{er}). Les articles suivants fixent les modalités de cette reprise, indiquent que la prauquement, fonctionner qu'en faveur de militaires preuve de l'impossibilité de la reprise du contrat de travail incombe à l'employeur ; à défaut pour l'employeur de rapporter cette preuve, des dommages-intérêts seront accordés et il est stipulé des pénalités (amende de 16 à 100 francs, sans circonstances atténuantes) à l'encontre des employeurs qui ne se seront pas acquittés des obligations dudit décret. L'article 10 enfin précise que le décret s'applique aux gens de mer appelés ou mobilisés, que ce soit dans les armées de terre, de mer ou de l'air, et aux requis affectés à un établissement ou service autre que celui où ils étaient occupés antérieurement à l'ordre de réquisition.

Les affectés spéciaux des catégories B et C ne sont pas mentionnés par le décret. Néanmoins, nous estimons que leur cas doit être assimilé à celui des requis civils en ce qui concerne l'application de ce texte d'un caractère essentiellement social. Lors donc qu'un affecté spécial desdites catégories sera employé dans un établissement ou service autre que celui qui l'employait avant qu'il ait reçu l'ordre d'appel, il aura droit à la reprise de son emploi normal du temps de paix à sa libération, suivant les modalités stipulées audit décret.

*
**

Les congés annuels payés. — Les employeurs les doivent certainement aux mobilisés d'usine, nous l'avons déjà indiqué ; mais nous devons faire obser-

(1) Voir plus haut page 43.

ver que ceux-ci ne pourront se déplacer, semble-t-il, à l'occasion de ces congés, qu'à charge d'aviser de leurs déplacements l'autorité militaire.

**

Les mobilisés d'usine et la législation de guerre sur les loyers. — Le décret-loi du 26 septembre 1939 sur les loyers (*Journal Officiel*, 5 octobre 1939), de même que le décret du 14 octobre 1939 (*Journal Officiel*, 4 novembre 1939) et le décret-loi du 29 novembre 1939 (*Journal Officiel*, 6 décembre 1939) relatifs, le premier, à l'application du décret du 26 septembre aux bénéficiaires de la législation sur les habitations à bon marché, le second, à l'application du même décret aux métayers, visent, dans un certain nombre de leurs dispositions, les locataires et métayers mobilisés. Les mobilisés d'usine ne bénéficient certainement pas des avantages accordés aux mobilisés par les décrets précités (1) ; si, en effet, ils sont, *juridiquement*, des militaires, *économiquement* ils se rapprochent des simples civils puisqu'ils touchent un salaire. Un certain nombre d'entre eux, au surplus, sont occupés au lieu même où ils travaillaient en temps de paix.

Comme aucune disposition législative ou réglementaire ne distingue ces derniers de ceux qui, dans un emploi similaire à leur emploi de paix, sont occupés ailleurs qu'au lieu de leur domicile, tout se ramène donc pour les mobilisés d'usine à des cas

(1) Ils ne bénéficient pas non plus des dispositions du décret-loi du 1^{er} juillet 1939 (*J. O.*, 12 juillet 1939) instituant un moratoire en faveur des mobilisés pour le paiement de leur loyer d'habitation.

d'espèce, auxquels il y a lieu d'appliquer, en conséquence, celles des dispositions des trois décrets en question qui concernent toutes les personnes qui ne sont pas mobilisées.

*
**

Les mobilisés d'usine bénéficient-ils de la suspension des poursuites et des délais de procédure accordés aux mobilisés ? — Les nombreux textes qui sont intervenus ces temps derniers en la matière en faveur des mobilisés ne profitent pas aux mobilisés d'usine, vis-à-vis desquels ils seraient sans objet, du fait de la situation de fait particulière de ces derniers.

*
**

Le mariage des mobilisés d'usine. — Un décret du 24 octobre 1939 (1) a expressément entendu aux réservistes placés dans l'affectation spéciale l'obligation de l'autorisation du Ministre de la Guerre qui est imposée aux militaires de tous grades désireux de contracter mariage avec une personne de nationalité étrangère ; ce faisant, ledit décret comblait une lacune qui avait existé à cet égard dans la législation au cours de la guerre de 1914-1918.

(1) *J. O.*, 25 octobre 1939.

DEUXIEME PARTIE

LES REQUIS CIVILS

CHAPITRE PREMIER. — LES REQUIS CIVILS NON EMPLOYES A LA DEFENSE PASSIVE

a) *Préambule.*

La réquisition des personnes a déjà été prévue par la loi fondamentale du 3 juillet 1877 sur les réquisitions. L'article 5 stipule que sont exigibles par voie de réquisition, les guides, les messagers, les conducteurs, ainsi que les ouvriers pour tous les travaux que les différents services de l'armée ont à exécuter, et tous les services dont la fourniture est nécessitée par l'intérêt militaire. Il est précisé, audit article, que la réquisition desdites personnes ne pourra avoir lieu hors le cas de mobilisation.

L'article 6 de la même loi prévoit le cas spécial de la réquisition de l'emploi d'établissements industriels pour la fourniture de produits autres que ceux qui résultent de leur fabrication normale.

L'article 58 de la même loi, tel que modifié par la loi du 23 juillet 1911, prévoit la possibilité, en cas de

mobilisation partielle ou totale, de requérir les établissements industriels, *y compris leur personnel*.

Le règlement d'administration publique du 2 août 1877, pour l'application de la loi du 3 juillet précédent, donne quelques détails, d'ailleurs succincts, dans ses articles 19 et 20, au sujet de la réquisition des guides, messagers, conducteurs et ouvriers.

La législation relative à la réquisition des personnes est restée en cet état jusqu'à la guerre de 1914-1918 incluse, plus précisément jusqu'à la promulgation de la loi du 1^{er} avril 1923, sur le recrutement de l'armée.

Si l'on fait abstraction de la réquisition collective d'établissements industriels organisée par la loi du 23 juillet 1911, cette législation se caractérisait par les deux particularités suivantes :

1^o Sinon dans la lettre même de la loi de 1877, du moins dans l'esprit de ses promoteurs, celle-ci avait surtout pour objet « de permettre aux troupes en campagne de se procurer sur place, moyennant un paiement immédiat, ou moyennant la délivrance de bons payables à l'issue des hostilités... les services, les denrées, les éléments de couchage, les éléments d'alimentation de la troupe ou des chevaux » (1) qui leur étaient nécessaires; la réquisition des personnes avait donc essentiellement pour caractère d'être très courte, tout à fait momentanée.

(1) William OUALID, *Arbitrage et Conciliation dans les conflits collectifs du travail*. — Cours de Doctorat, professé à la Faculté de Droit de Paris, année 1937-38, publié par les *Cours de Droit*, page 232.

2° La deuxième caractéristique se déduit de la première : seules les autorités militaires ou maritimes (1) pouvaient exercer le droit de réquisition, et ce, uniquement pour les besoins de l'armée ou de la marine militaire (2).

**

En ce qui concerne la réquisition des personnes, la loi de recrutement de l'armée du 21 mars 1905 était muette. C'est seulement dans l'article 2 de la loi sur le recrutement de l'armée du 1^{er} avril 1923, qu'est apparu un nouveau texte relatif spécialement à la réquisition des personnes : aux termes du dernier alinéa dudit article, « tout Français, soumis aux obligations de la présente loi, peut être requis, individuellement, hors le cas d'incapacité physique absolue, pour être employé, en temps de guerre, aux services administratifs et économiques, dans les conditions prévues à l'article 52. »

Ce texte assimilait donc les requis aux affectés spéciaux auxquels se rapportait l'article 52 de la loi, et qui, aux termes dudit article, demeuraient des militaires, nonobstant l'affectation spéciale.

(1) Ou aériennes, pour les besoins de l'armée de l'air, depuis la loi du 21 janvier 1935 (*J. O.*, 24 janvier 1935).

(2) Depuis le décret du 25 août 1939 seulement (*J. O.*, 29 août 1939) qui a complété le décret du 2 août 1877, l'autorité aérienne peut réquisitionner pour les besoins de l'armée de l'air le personnel français de conduite des aéronefs et l'ensemble du personnel français des entreprises exploitant des aéronefs, outre tous les autres services énumérés à l'article 5 de la loi du 3 juillet 1877.

Ce texte, toutefois, nous achemine vers l'état de droit actuel, en ce que la réquisition qu'il envisage a, évidemment, un caractère permanent, c'est-à-dire qu'elle est susceptible de frapper un individu pendant toute la durée des hostilités. De plus, les requis, aux termes de ce texte, qui se superpose, sans l'abroger, à celui de la loi du 3 juillet 1877, peuvent donc être utilisés pour satisfaire à d'autres besoins qu'à ceux de l'armée ou de la marine.

En application des articles 2 et 52 de la loi du 1^{er} avril 1923, fut promulgué le R. A. P. déjà précédemment étudié, du 21 avril 1926 sur le statut des affectés spéciaux et du personnel requis.

Le rapport au Président de la République, signé de M. Painlevé, alors Ministre de la Guerre, qui précède ce décret, précisait qu'une nécessité morale avait semblé imposer l'application du statut des affectés spéciaux (considérés comme des militaires par la loi du 1^{er} avril 1923) aux personnels requis, employés à côté des affectés spéciaux et dans les mêmes conditions qu'eux, suivant la catégorie dont ils font partie.

Nous ne revenons donc pas sur ce que nous avons dit au début de cet ouvrage au sujet du statut des affectés spéciaux tel qu'établi par le susdit décret, applicable aux requis dans son intégralité.

**

La loi déjà citée du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée a, en quelques lignes, modifié complètement la situation des requis : l'article 2 stipule que : « Tout Français du sexe masculin, non

soumis aux obligations de la présente loi, pourra être individuellement convoqué à titre de requis civil, hors le cas d'incapacité physique absolue, pour être employé, en temps de guerre, aux services administratifs et économiques. »

Les requis sont donc désormais des civils ; mais leur statut et les modalités de leur réquisition n'ont été fixés d'une façon détaillée que par la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation de la nation en temps de guerre (1), le règlement d'administration publique du 28 novembre 1938 (2) promulgué pour l'application de ladite loi et le décret-loi du 19 octobre 1939 (3) portant statut des personnels requis.

**

b) *La loi du 11 juillet 1938 et le décret du 28 novembre 1938 en ce qui concerne les requis civils.*

C'est dans l'article 11 et dans les articles 14 à 17, d'ailleurs partiellement abrogés et remplacés par le décret-loi du 19 octobre 1939, que la loi du 11 juillet 1938 traite de l'emploi des personnes par la réquisition, lequel fait, en outre, l'objet des articles 10 à 23 du décret du 28 novembre 1938.

Cette loi est issue de nombreuses discussions parlementaires et de deux projets de loi déposés, l'un par

(1) *J. O.*, 13 juillet 1938 ; rectificatifs au *J. O.* des 14 et 24 juillet 1939.

(2) *J. O.*, 29 novembre 1938 ; rectificatif au *J. O.* du 3 décembre 1939.

(3) *J. O.*, 30 octobre 1939 ; rectificatif au *J. O.* du 19 décembre 1939.

le Ministère Painlevé-Briand, le 7 juillet 1925 (1), et l'autre par le Ministère Laval, le 21 juin 1935 (2) ; elle est donc restée en chantier plus de treize années, ce qui s'explique, à la fois, par l'importance des questions traitées et par les procédés de travail parlementaires.

*
**

Il faut noter, tout d'abord, qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi, les mesures qu'elle édicte et qui sont destinées à faire passer la nation de l'organisation pour le temps de paix à l'organisation pour le temps de guerre, sont applicables dès le temps de paix ; l'exécution de tout ou partie de ces mesures peut, en effet, être ordonnée « soit dans le cas d'agression manifeste mettant le pays dans la nécessité de pourvoir à sa défense, soit dans les cas prévus par le pacte de la S. D. N., soit en période de tension extérieure, lorsque les circonstances l'exigent ». D'ailleurs, l'article 2 du R. A. P. du 28 novembre 1938 stipule que la publication de l'ordre de mobilisation générale entraîne, en tout cas, *ipso facto*, ouverture du droit de réquisition sur tout le territoire.

C'est, du reste, par application dudit article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1938 qu'un décret du 28 septembre 1938 (3) a autorisé l'exécution des mesures prévues par ladite loi ; ce décret n'a, du reste, jamais

(1) Annexe, n° 1879, *J. O.*, 12 mai 1927, page 11.

(2) Annexe n° 5483, *J. O.*, 12 décembre 1935, page 962.

(3) *J. O.*, 29 septembre 1938.

été rapporté pendant la période qui s'est écoulée entre sa promulgation et celle du décret qui a fixé au 2 septembre 1939 le premier jour de la mobilisation générale.

Par la suite, le décret-loi du 6 mai 1939 (1) a assimilé expressément, pour l'exercice du droit de réquisition, au cas de mobilisation, qui continuait, bien entendu, à ouvrir l'exercice du droit de réquisition, le cas nouveau de mise sur pied d'unités constituées en vue d'exercices de mobilisation et celui de rassemblement de troupes résultant de rappels de réservistes par ordres individuels.

Ce décret modifie les articles 5 et 27 de la loi du 3 juillet 1877.

D'autre part, et c'est là le point essentiel, les mesures qu'édicté la loi du 11 juillet 1938 ne visent pas seulement à satisfaire directement les besoins de l'armée (de terre, de mer ou de l'air), mais cette loi constitue les linéaments d'une organisation totalitaire, favorable à la conduite de la guerre dans tous les domaines, aussi bien dans le domaine économique et dans le nouveau domaine de la défense passive, que dans le domaine proprement militaire ; c'est ainsi que, pour atteindre son but, elle a été amenée à donner, dans certains cas, au pouvoir civil, le droit de réquisition, et, pour éviter tout empiètement du pouvoir civil sur le pouvoir militaire ou inversement, à régler leurs rapports réci-

(1) *J. O.*, 7 mai 1939.

proques (1). Le décret-loi du 29 novembre 1939 (2) est venu réglementer dans un sens restrictif l'exercice du droit de réquisition pour les besoins autres que ceux des armées de terre, de mer et de l'air, mais seulement en ce qui concerne la réquisition des biens et avoirs, et non des personnes.

*
**

L'article fondamental de la loi du 11 juillet 1938, relatif à l'emploi des personnes, est l'article 14. Il pose le principe qu'à la mobilisation ou dans les cas prévus à l'article 1^{er} de la loi (voir ci-dessus), les Français et ressortissants français du sexe masculin, âgés de plus de dix-huit ans (3), même soumis aux obligations militaires définies par la loi de recrutement ou à celles qui leur incombent en vertu de l'article 11 de la loi (défense passive), sous réserve qu'ils ne soient pas utilisés par les ministres intéressés, peuvent être requis, — et ce, aux termes de l'article 3 du R. A. P. du 28 novembre 1938, combiné avec le décret du 12 avril 1939 (4), par le Ministre

(1) Voir le rapport au Président de la République qui précède le R. A. P. du 28 novembre 1938.

(2) *J. O.*, 30 novembre 1939, et rectificatif au *J. O.* du 5 décembre 1939.

(3) L'article 16 de la loi du 11 juillet 1938 et l'article 16 du R. A. P. du 28 novembre 1938 imposent aux Français du sexe masculin de plus de 18 ans de faire connaître à la mairie de leur domicile, dans les deux mois du jour où ils ont atteint cet âge, leur adresse et leur profession ; tout changement de domicile jusqu'à la majorité doit être notifié à la mairie de l'ancienne résidence.

(4) *J. O.*, 14 avril 1939.

du Travail, avec le concours de l'organisme prévu par l'article 34 de la loi ; cet organisme, organisé par un décret du 19 avril 1939 (2) et un arrêté du Ministère du Travail du même jour (3) et réparti sur l'ensemble du territoire, comprend à Paris une Commission centrale présidée par un directeur du Ministère du Travail ; en province, il comprend, dans chaque département, l'inspecteur du Travail, chef du service de la mobilisation de la main-d'œuvre, et, dans chaque région militaire, l'inspecteur du Travail spécialement accrédité auprès du général commandant la région militaire, travaillant en collaboration permanente avec l'état-major de la région militaire ; les uns et les autres sont assistés du personnel nécessaire, fixé par le Ministre du Travail.

L'appel sous les drapeaux fait cesser la réquisition ; celle-ci est temporaire ou permanente.

Les requis sont utilisés suivant leur profession et leurs facultés, en commençant par les plus jeunes et en tenant compte de la situation de famille (4), soit isolément, soit dans les administrations et services publics, soit dans les établissements et services privés fonctionnant dans l'intérêt de la nation, formule particulièrement extensive.

Il est également précisé que ceux des requis qui ne sont pas soumis aux obligations militaires de la loi de recrutement ne peuvent pas être affectés aux corps spéciaux, de caractère essentiellement militaire,

(2) *J. O.*, 23 avril 1939.

(3) *J. O.*, 23 avril 1939.

(4) Leur âge est majoré de deux ans pour chaque enfant à leur charge (décret du 28 novembre 1938, art. 16).

dont l'article 40 de la loi du 13 juillet 1927 prévoit la formation, et ce, par abrogation de certaines des dispositions dudit article 40, promulgué alors que les requis étaient assimilés aux militaires par application de la loi du 1^{er} avril 1923.

En dehors du cas de réquisition individuelle, l'article 14 prévoit aussi la possibilité de la réquisition collective de l'ensemble du personnel faisant partie d'un service ou d'une entreprise privée, considérée comme indispensable pour assurer les besoins du pays ; en ce cas, chaque membre du personnel, à l'exception du personnel mobilisable, qui doit se conformer à ses obligations militaires, conserve sa fonction ou son emploi (1) ; l'on voit apparaître là la possibilité de réquisition des femmes, que le texte n'exclut pas de la réquisition collective.

Cette réquisition possible des femmes en cas de réquisition collective est expressément prévue, ainsi que celle des mineurs (sans réserve au sujet de l'âge, c'est-à-dire même âgés seulement de quatorze ans, âge minimum d'admission au travail), par l'article 15 du règlement d'administration publique du 28 novembre 1938, pris pour l'application de la loi du 11 juillet 1938.

La réquisition des mineurs jusqu'à quatorze ans nous semble regrettable comme susceptible notamment, en cas de déplacement des établissements, de créer des difficultés considérables aux familles de

(1) Ceux qui sont absents devront rejoindre immédiatement, sauf raison de santé (art. 15 du R. A. P. du 28 novembre 1938, renvoyant à l'art. 13, 2^e alinéa, dudit R. A. P.).

ces enfants, en ce qui concerne leur surveillance et l'exercice de l'autorité paternelle ou maternelle.

Une grande règle domine le statut des requis civils : aux termes de l'article 15 de la loi du 11 juillet 1938, « les personnes dont les services sont requis bénéficieront de la législation ouvrière et sociale, sauf dérogations que les circonstances imposeraient ».

D'autre part l'article 15 de la loi du 11 juillet 1938, et les articles 20 à 23 du R. A. P. du 28 novembre 1938 traitent de la rémunération des requis civils. Il est précisé par ces textes que les personnes requises n'ont droit à aucune indemnité autre qu'un traitement (pour les employés payés au mois) ou salaire (pour les ouvriers). Notamment, il n'est dû aucune indemnité lors de la cessation de la réquisition, qui peut intervenir à tout moment.

Lorsque la fonction occupée existait déjà en temps de paix et comporte un traitement, c'est-à-dire, bien que le texte ne s'explique pas sur ce point, lorsqu'il s'agit d'une fonction dont le titulaire est un « employé » par opposition aux ouvriers, la rémunération du requis est fixée au traitement de début pour toute la durée de la réquisition dans cette fonction. Si la réquisition a pour effet de maintenir une personne dans son emploi, cette personne reçoit le traitement qui lui était précédemment alloué.

Lorsque la fonction est nouvelle, le traitement est fixé après assimilation de cette fonction avec un emploi comparable existant en temps de paix, assimilation qui sera décidée par décret contresigné par le ministre intéressé et le Ministre des Finances (combinaison des articles 15 de la loi et 20 du décret).

Les salaires des ouvriers sont fixés sur la base des bordereaux des salaires normaux et courants dressés en vue de l'application des décrets du 10 avril 1937 (1) sur les conditions du travail dans les marchés de l'Etat et des autres administrations publiques, bordereaux revisables suivant la procédure prévue aux dits décrets.

Les salaires ne peuvent être majorés que de primes de rendement dont le montant est déterminé, pour chaque cas particulier, par l'autorité requérante.

Les traitements ou salaires sont payés par les soins de l'employeur, suivant les modalités habituelles suivies dans les administrations, services ou établissements publics ou privés intéressés.

Nous retrouverons les prescriptions de la loi, en ce qui concerne la rémunération des requis, à l'occasion de l'étude de l'article 12 du décret-loi du 19 octobre 1939, portant statut des personnels requis dans les établissements industriels et commerciaux et dans les établissements de l'Etat (2), puis du décret du 10 novembre 1939 (articles 1 à 3, en ce qui concerne les établissements ne travaillant pas pour la défense nationale, et article 5 pour ceux qui travaillent pour la défense nationale) (3), textes que nous étudierons plus loin.

(1) *J. O.*, 14 avril 1937.

(2) *J. O.*, 30 octobre 1939, et rectificatif au *J. O.* du 19 décembre 1939.

(3) La liste en a été arrêtée par le décret-loi du 20 mars 1939, (*J. O.*, 21 mars 1939), et l'arrêté du 1^{er} avril 1939 (*J. O.*, 2 avril 1939).

En ce qui concerne les salaires dans les établissements industriels et commerciaux, ces dispositions doivent être combinées avec celle du décret-loi du 27 octobre 1939 que nous avons déjà eu l'occasion de mentionner à propos des mobilisés d'usine, et dont l'article 1^{er} stipule que, pendant la durée des hostilités, les conditions du travail, telles qu'elles résultent des conventions collectives de travail en vigueur au 1^{er} septembre 1939 et des sentences arbitrales et surarbitrales devenues exécutoires et définitives à la même date, demeurent, de plein droit, en vigueur, dans leur champ d'application respectif.

Quant aux requis employés dans les établissements de l'Etat, l'article 17 du décret-loi du 19 octobre 1939 stipule que la rémunération des personnels requis est unilatéralement fixée par arrêté concerté du Ministre de la Défense nationale et de la Guerre et du Ministre intéressé.

L'article 15 de la loi du 11 juillet 1938 précise que les requis bénéficieront de la législation ouvrière et sociale, sauf dérogation que les circonstances imposeraient. Cette dernière prescription est reproduite, en ce qui concerne les requis mobilisés dans les établissements industriels et commerciaux, par le décret-loi du 19 octobre 1939 portant statut des personnels requis, étudié plus loin.

Le règlement d'administration publique du 28 novembre 1938 contient encore diverses dispositions intéressantes.

L'article 13 oblige à rester à leur poste, sans ordre spécial (ou à rejoindre tout autre poste qui pourrait

leur être assigné par l'autorité compétente), tout Français ou ressortissant français non mobilisé, toute Française ou ressortissante française appartenant aux administrations et services publics à quelque titre que ce soit, même à titre temporaire, et ce, dès la publication du décret de mobilisation ou du décret d'ouverture du droit de réquisition, et jusqu'à publication du décret mettant fin au droit de réquisition. Les absents doivent rejoindre, sauf raison de santé, leur poste habituel ou celui qui leur est assigné.

En somme, tous les fonctionnaires et agents non appelés sous les drapeaux, des administrations et services publics, sont collectivement requis d'une façon automatique, sans qu'il soit besoin d'un ordre collectif de réquisition.

Cet article 13 du décret du 28 novembre 1938 doit être rapproché de l'article 14, pris en application du dernier alinéa de l'article 14 de la loi du 11 juillet 1938; aux termes de ce dernier article, les personnes titulaires d'une pension de retraite ayant appartenu à un titre quelconque aux administrations de l'Etat, des départements, des communes ou des services publics sont maintenues à la disposition de l'administration ou du service dont elles faisaient partie pendant cinq ans à compter de la date de leur admission à la retraite (sous réserve de remplir les conditions d'aptitude physique et intellectuelle nécessaires).

L'article 14 du décret ajoute que ces personnes reçoivent si possible dès le temps de paix la convocation à laquelle elles devraient se soumettre.

L'article 17 du décret du 28 novembre 1938 précise que lorsque l'ordre de réquisition individuelle contient l'obligation pour le requis de résider à proximité du lieu de son travail, c'est-à-dire, pratiquement, quand le requis est désigné pour être employé dans une autre localité que celle où il travaille normalement, il aura droit à la gratuité (1) du transport pour lui-même, sa femme, ses enfants mineurs, les ascendants à sa charge et vivant sous son toit, et leurs bagages personnels ; toutefois le transfert de la famille de l'intéressé n'a lieu que sur la demande expresse de celui-ci, et il peut y être sursis sur décision de l'administration, de l'exploitation ou du service utilisateur (2).

Il est en outre précisé qu'en cas de dispense de résider au lieu du travail, le requis supportera ses frais de déplacement quotidiens.

D'autre part (article 18 du décret) dès le temps de paix, certains personnels peuvent recevoir une affectation déterminée dont ils sont avisés soit directement

(1) Les frais correspondants seront à la charge de l'autorité requérante, qui les remboursera au service de transport public ; un ou plusieurs bons de transport sont joints à cet effet à l'ordre de réquisition individuelle (article 22 du décret du 28 novembre 1938).

(2) Nous n'avons pas trouvé dans les nombreux textes que nous avons dépouillés, de disposition relative au transport gratuit de la famille des personnes requises collectivement lorsque l'établissement dont elles font partie est déplacé et qu'elles sont obligées d'en suivre le sort, par application de l'article 1^{er} du décret-loi du 10 novembre 1939. Il y a là une lacune, involontaire, au volontaire, dans un but d'économie, nous l'ignorons.

par l'administration ou service public employeur, soit par le préfet du département de leur domicile.

Enfin (article 19) « les réclamations sur toutes questions concernant les réquisitions de personnes sont réglées provisoirement et dans le plus bref délai par le préfet ou son délégué. La réclamation ne suspend pas l'exécution de la réquisition ».

*
**

Nous devons dire un mot des ordres de réquisition des personnes.

Abstraction faite du cas spécial des fonctionnaires, étudié plus haut, et des particularités du cas de réquisition collective, l'ordre de réquisition — qu'il s'agisse d'ailleurs de personnes requises ou de biens requis — est donné par écrit sur un bulletin extrait d'un carnet à souche (article 7 du décret du 28 novembre 1938) ; en ce qui concerne les personnes requises il doit porter les noms, prénoms et qualité de l'autorité requérante, le nom de la personne à qui l'ordre a été remis, la date et le lieu de la réquisition, la nature de l'emploi à tenir ou du service à assurer et la durée probable de la réquisition, le délai dans lequel le requis devra avoir rejoint son poste et, s'il y a lieu, l'obligation de résider à proximité du lieu du travail, la date et le lieu de la réquisition et la signature de l'autorité requérante (articles 7 et 17 combinés).

Par ailleurs, l'article 8 du décret précise que l'ordre de réquisition peut être adressé soit au maire de la

commune soit à chaque personne intéressée (sauf ce qui sera dit ci-après pour le cas de réquisition collective). En outre, sauf le cas d'urgence, le maire est averti par l'autorité requérante des réquisitions directes.

L'article 15 du décret étudié traite à part du cas de réquisition collective; il précise que la notification en est faite par l'autorité requérante, soit au maire (1), soit au chef du service ou de l'entreprise; elle est portée à la connaissance du personnel soit par voie d'affiche apposée dans l'établissement, en cas de travail en commun, soit par circulaire ou tout autre moyen de publicité approprié, en cas de travail isolé.

*
**

Des pénalités sont prévues par l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938 contre quiconque n'obéirait pas à un ordre régulier de réquisition ou abandonnerait le service public ou établissement soumis à réquisition et avec lequel il est requis; aux termes du texte actuel de cet article, tel que modifié depuis par le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 comme nous avons déjà eu l'occasion de l'indiquer, la peine est de six jours à cinq ans d'emprisonnement; ceux qui refusent simplement une prestation requise sont passibles, en vertu du même texte, d'une amende de 500 francs au moins et qui peut s'élever au double de la prestation.

(1) Ce doit même être le cas, en principe, aux termes de l'article 8.

**

Enfin, indiquons pour n'y plus revenir qu'en ce qui concerne les personnes requises pour accomplir d'autres services que ceux qui consistent à occuper un emploi dans un établissement public ou privé, fonctionnant dans l'intérêt de la nation, c'est-à-dire celles qui sont requises pour l'accomplissement d'une prestation momentanée (les guides, les messagers, etc... visés par la loi de 1877), l'article 21 du R. A. P. du 28 novembre 1938 précise que leur rémunération est payée par les soins de l'autorité requérante, sur production d'un état établi par les maires, et auquel sont joints les certificats constatant les services faits et tenant lieu de reçu.

**

La loi du 11 juillet 1938 et le R. A. P. du 28 novembre 1938 ont posé des principes généraux. Il restait à résoudre une multitude de questions spéciales susceptibles de se poser à l'occasion de l'emploi des requis civils par les établissements publics ou privés.

Ces questions ont été réglées par le R. A. P. du 19 octobre 1939 portant statut des personnels requis que nous avons déjà rencontré chemin faisant, complété lui-même, en ce qui concerne les obligations des employeurs et les sanctions pénales qui peuvent être appliquées à ces derniers, par les articles 16, 17 et 18 du décret-loi du 10 novembre 1939, relatif au régime du travail pendant la durée des hostilités; toutes les autres dispositions de ce dernier décret sont au surplus applicables aux requis, sauf le cas parti-

culier des personnes requises dans les établissements de l'Etat, lesquelles font l'objet de dispositions spéciales du décret du 19 octobre 1939.

Ces textes et, notamment, le premier d'entre eux, où se trouvent reproduites, chemin faisant, certaines des dispositions de la loi du 11 juillet 1938 et du décret du 28 novembre 1938, fixent les modalités de prise en charge des requis par les chefs d'établissements, celles du déplacement des requis lorsque l'initiative du déplacement vient du chef d'établissement, etc., etc...

**

c) Le décret du 19 octobre 1939 portant statut des personnels requis, complété par le décret du 10 novembre 1939.

Après avoir précisé, dans son article 1^{er}, que comme nous le savons déjà, toute personne requise est tenue de rejoindre, dans le délai fixé, le poste qui lui est assigné, ou, si elle est comprise dans une réquisition collective, de demeurer au poste qu'elle occupait, — que la réquisition collective du personnel d'un établissement s'applique de plein droit au personnel embauché postérieurement à la réquisition, — que les requis ne peuvent abandonner leur emploi, sauf levée de la réquisition ou délivrance d'un ordre de réquisition comportant une nouvelle affectation, que le personnel requis suit le sort de l'établissement dans le cas où celui-ci est déplacé, enfin, que les chefs d'établissements sont tenus de porter les manquements aux dispositions qui précèdent à la connaissance de l'inspecteur du Travail, aux fins de provoquer l'application des sanctions de l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938, le décret du 19 octobre

1959, dans son article 2, traite de questions plus originales.

Cet article 2 fait une obligation aux chefs d'établissements de prendre en charge les travailleurs maintenus ou mis à leur disposition par voie de réquisition collective ou individuelle; il fixe la date de la prise en charge des requis par les chefs d'établissements et précise que, depuis le jour de la prise en charge, jusqu'au jour du début effectif du travail, ou si le requis n'est pas effectivement employé, jusqu'à sa remise à la disposition de l'autorité requérante, le requis a droit au paiement, par l'employeur, d'un salaire égal au salaire minimum d'un manoeuvre ordinaire travaillant huit heures par jour, au taux en vigueur dans l'établissement.

Il y a là une précaution prise contre les employeurs pour les inciter à ne pas conserver, sans occupation effective, et, par conséquent, improductifs, les requis mis à leur disposition.

Une préoccupation du même genre a dicté le texte de l'article 5 qui prévoit que, dans le cas où des mutations de requis seraient rendues nécessaires par une faute de l'établissement employeur, notamment par des prévisions manifestement exagérées des besoins de main-d'œuvre, le Ministre du Travail pourra, en accord avec le ministre mobilisateur de l'établissement, mettre les dépenses résultant de ces mutations, en totalité ou en partie, à la charge de l'établissement, le produit des retenues ainsi opérées devant être versé au fonds de solidarité nationale (1).

(1) Cet article n'est pas applicable s'il s'agit de personnes requises dans des établissements de l'Etat.

Les articles 3 et 4 du décret du 19 octobre 1939, réglementent la question de l'affectation des requis d'un établissement à un autre, ou même de leur remise à la disposition de l'autorité requérante, soit lorsque le chef d'établissement estimera qu'un requis ne présente pas les aptitudes nécessaires, soit lorsqu'il estimera qu'il a à sa disposition plus de personnes requises qu'il n'est nécessaire pour exécuter les fabrications dont il a la charge.

Dans le premier cas, le chef d'établissement doit aviser l'inspecteur du Travail; dans le deuxième cas, il doit aviser le représentant qualifié du Ministère mobilisateur dont il dépend.

■
**

Quant au personnel requis dans les établissements industriels et commerciaux, il est soumis à la discipline générale de l'établissement, telle qu'elle est déterminée par le règlement intérieur que tout établissement occupant des requis civils est tenu d'établir en se conformant aux formalités prévues par l'article 22a du Livre 1^{er} du Code du Travail (article 6 du décret).

Les sanctions prévues par le règlement intérieur ne doivent, dans l'intérêt national, entraîner aucune diminution de la productivité de l'entreprise; par suite, le chef d'établissement peut décider que la mise à pied n'entraînera pas d'interruption de travail, mais donnera simplement lieu à la retenue, par l'employeur, et au versement au fonds de solidarité nationale de la moitié du salaire afférent à la période de mise à pied, avec maximum correspondant au salaire de deux journées par quinzaine (article 7).

En ce qui concerne le personnel requis dans les établissements de l'Etat, l'article 17 le soumet aux dispositions applicables, en vertu du règlement en vigueur, au personnel auxiliaire ou temporaire de l'établissement, dans toute la mesure où ces dispositions ne sont pas contraires au décret du 19 octobre 1939; sa rémunération est fixée par arrêté concerté du Ministre de la Défense nationale et de la Guerre, et du ministre intéressé. Par suite, abstraction faite du cas des fonctionnaires et agents de l'Etat retraités, rappelés ou maintenus en fonction, et conformément à l'article 11, paragraphe c, du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif au personnel des administrations de l'Etat en temps de guerre (1), les requis appartenant à cette catégorie sont rétribués au moyen d'un salaire ou d'une indemnité non soumis à retenue pour pensions civiles, et qui ne peuvent être supérieurs au traitement ou salaire de début de l'emploi occupé ou de la fonction auquel il aura été assimilé en vertu d'un décret contresigné par le Ministre des Finances; ils touchent, en outre, l'indemnité de résidence et l'indemnité pour charges de famille.

Les chefs d'entreprise qui, pour un motif disciplinaire grave, ne pourraient conserver un travailleur requis, devront le remettre immédiatement à la disposition de l'inspecteur du Travail, lequel décidera de la nouvelle affectation à donner à l'intéressé

(1) *J. O.*, 6 septembre 1939. Ce décret-loi a été modifié et complété par deux décrets-lois du 9 septembre 1939 (*J. O.*, 23 septembre 1939) et du 23 décembre 1939 (*J. O.*, 17 janvier 1940).

dans un autre établissement et, éventuellement, pourra mettre à la charge de l'ancien employeur une indemnité correspondant aux frais de transport et d'entretien entraînés par la mutation (article 8).

En cas de mise à pied entraînant le versement d'une journée de salaire au moins au fonds de solidarité nationale et la remise à la disposition de l'inspecteur du Travail d'un requis à titre de mesure disciplinaire, l'ouvrier intéressé devra être préalablement entendu par le chef d'établissement ou son représentant qualifié, lesquels devront également entendre le collaborateur ayant demandé la sanction (article 9).

Lorsque les représentants du ministère mobilisateur ou l'autorité requérante procéderont à une mutation d'office du personnel requis entre établissements, l'ancien employeur ne sera pas tenu de verser à ce personnel une indemnité de délai-congé (art. 10).

Cette disposition s'explique parfaitement, puisque le personnel requis et muté ne cessera pas de travailler.

Inversement, en cas de levée de la réquisition et si l'autorité requérante garde, momentanément, le requis à sa disposition, c'est-à-dire sans emploi et, par conséquent, sans salaire, l'intéressé sera admis de plein droit au bénéfice des allocations de chômage (1). L'inspecteur du Travail, d'ailleurs, peut ne prononcer la levée de la réquisition qu'à charge,

(1) Si la mesure a été prise à la suite d'une faute disciplinaire, les allocations ne seront attribuées qu'à l'expiration du délai de carence.

pour la personne requise, de ne pas quitter la localité sans autorisation (article 11).

L'article 12, particulièrement important, précise que les personnes dont les services sont requis, bénéficient de la législation ouvrière et sociale et que les employeurs sont tenus à leur égard de toutes les obligations édictées par cette législation, notamment en matière de salaires, sauf dérogations que les circonstances imposeraient, et aussi, par conséquent, bien que le texte ne le dise pas, en ce qui concerne les allocations familiales, les accidents du travail, les assurances sociales, les délégués du personnel, etc...

En ce qui concerne spécialement la question des délégués du personnel, il n'est pas interdit aux requis civils d'être désignés à ces fonctions; d'ailleurs, il ne pourrait en être ainsi que si un texte supprimait en même temps l'institution même des délégués du personnel dans les établissements dont le personnel fait l'objet d'une réquisition collective; or un tel texte n'existe pas.

Cet article n'est pas applicable aux requis employés dans les établissements de l'Etat, pour lesquels il est remplacé par l'article 19 étudié plus loin.

Les dispositions de cet article doivent être combinées avec les dispositions du décret du 15 septembre 1939, relatif à l'utilisation de la main-d'œuvre et qui soumet les requis, comme les autres catégories de travailleurs, à l'autorité du Ministre du Travail et, en ce qui concerne la fixation des conditions du travail, sans en exclure les salaires, avec celles de l'article 12 du décret-loi du 27 octobre 1939 (1) qui

(1) *J. O.*, 1^{er} novembre 1939.

ordonne le maintien en vigueur des conventions collectives et des sentences arbitrales ou surarbitrales qui étaient effectivement en application le 1^{er} septembre 1939 ; l'article 12 du décret-loi du 27 octobre 1939 précité est d'ailleurs confirmé par les dispositions de l'article 5 du décret-loi du 10 novembre 1939, sur le régime du travail pendant la durée des hostilités, en ce qui concerne les établissements travaillant pour la Défense Nationale, et par celles de l'article 1^{er} de ce dernier décret, en ce qui concerne les autres établissements ; en conséquence, l'art. 15 de la loi du 11 juillet 1938 n'étant pas expressément abrogé, et abstraction faite du cas des requis employés dans les établissements de l'Etat, les requis payés au mois touchent comme traitement (à moins qu'ils ne soient requis dans l'établissement même où ils sont occupés en temps de paix et dans le même emploi, auquel cas ils continuent à toucher leur traitement ou salaire habituel), le traitement de début, stipulé par la convention collective ou la sentence en vigueur au 1^{er} septembre 1939, de l'emploi ou fonction qu'ils occupent en tant que requis.

Nous savons déjà que lorsque la fonction est nouvelle, le traitement est fixé après assimilation de cette fonction avec un emploi comparable existant en temps de paix, assimilation qui ne pourra être décidée que par décret contresigné par le ministre intéressé et par le Ministre des Finances (art. 15 de la loi du 11 juillet 1938 et art. 20 du R. A. P. du 28 novembre 1938).

Pour les requis qui touchent un salaire, celui-ci, à défaut des bordereaux des salaires normaux et cou-

rants dressés en vue de l'application des décrets du 10 avril 1937, est fixé sur la base des conventions collectives ou sentences arbitrales en vigueur au 1^{er} septembre 1939, ce qui revient, en fait, au même, puisqu'aux termes des décrets du 10 avril 1937, les entrepreneurs doivent assurer les conditions de travail fixées par les conventions collectives ou les usages.

Comme nous l'avons déjà indiqué, les salaires peuvent être majorés de primes de rendement, fixées, dans chaque cas particulier, par l'autorité requérante.

D'autre part, tout ce que nous avons dit de la révision des conventions collectives ou des sentences arbitrales, dans les établissements travaillant pour la Défense Nationale et dans les autres établissements, ainsi que des indemnités de dépaysement, en ce qui concerne les mobilisés d'usine, s'applique aux requis civils.

L'article 19 du décret du 19 octobre 1939 précise que les personnes requises dans les établissements de l'Etat sont, comme celles qui sont requises dans les établissements privés, soumises au régime général des assurances sociales. A cet effet, l'établissement de l'Etat pourra, de plein droit, se substituer aux assurés pour engager les procédures nécessaires à l'obtention des prestations ou des indemnités; il sera, dans ce cas, considéré comme délégué de l'assuré et tenu, comme tel, de lui garantir le plein effet de ses droits.

L'article 13 ne fait que développer, sur un point particulier, les dispositions de l'article 12, en stipulant que la connaissance des contestations qui peuvent s'élever entre requis et employeurs relève des juridictions compétentes pour juger les différends qui peuvent naître à l'occasion du travail : le conseil de prud'hommes et, éventuellement, le Tribunal de Commerce, s'il s'agit d'un requis exerçant une fonction d'employé, et si l'objet de la demande dépasse 2.000 francs, sont donc les juridictions compétentes en la matière, qu'il s'agisse de requis ou de personnel civil ordinaire (1).

Les dispositions sus-visées des articles 12 et 13 abrogent les dispositions de l'article 17 de la loi du

(1) Signalons le cas suivant qui peut se présenter et s'est déjà présenté, croyons-nous : sur demande d'un requis civil (ou d'un mobilisé d'usine ou d'un simple civil) et avant tout procès-verbal de l'inspecteur du Travail, les Prud'hommes condamnent un employeur à des dommages-intérêts pour n'avoir payé qu'un salaire insuffisant, et ce, en violation directe de la convention collective, ou bien par suite du classement intentionnel de l'intéressé dans une catégorie professionnelle inférieure à celle qui correspond à l'emploi occupé. Est-ce qu'un tel jugement mettrait en mouvement les sanctions fiscales précédemment étudiées (voir page 45) édictées par l'article 7 du décret-loi du 10 novembre 1939 ? D'une part le jugement n'a autorité de chose jugée qu'entre les parties ; d'autre part, il appartient aux services du ministère du Travail seuls de mettre en mouvement les Contributions directes. Cette question ne paraît pas avoir été aperçue par les rédacteurs du décret-loi du 10 novembre 1939, mais il ne paraît pas faire de doute que si l'inspecteur du Travail est mis au courant du jugement par quelque moyen que ce soit, il a le devoir strict d'aviser aussitôt les Contributions directes aux fins d'application des sanctions fiscales dont s'agit.

11 juillet 1938, lequel prévoyait la création de commissions départementales précédées par le préfet, exerçant la surveillance et le contrôle de la main-d'œuvre requise, d'une part, et statuant sans frais sur les contestations, d'autre part.

L'article 14 du décret étudié stipule que demeure en vigueur l'article 2, paragraphe 2, du décret du 15 septembre 1939, relatif à l'utilisation de la main-d'œuvre, en vertu duquel les représentants du ministère mobilisateur intéressé peuvent procéder librement à toute mutation de personnel entre établissements dont ils assurent la mobilisation. Les mutations doivent être communiquées à l'Inspecteur du Travail qui établit un nouvel ordre de réquisition.

L'article 18 précise que les requis ont, pour leurs réclamations contre les décisions de l'employeur, les mêmes droits que le personnel ordinaire ; ils peuvent donc ou faire directement leurs réclamations, ou les transmettre par l'intermédiaire des délégués du personnel.

Enfin, et pour en terminer avec l'analyse du décret du 19 octobre 1939, notons qu'aux termes de l'art. 20, il n'est pas applicable aux personnels ouvriers, même requis collectivement, qui appartenaient à un établissement de l'Etat à la date du 24 août 1939 ; ces personnels restent, en tout cas, soumis au statut de leur établissement.

**

Le décret-loi du 10 novembre 1939, dans son titre III, article 17, est venu compléter le décret-loi du 19 octobre 1939, en soumettant aux amendes prévues

par le paragraphe 5 de l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938, modifié par le décret-loi du 1^{er} septembre 1939, les employeurs qui licencieraient des travailleurs requis sans observer les prescriptions des articles 3, 4 et 8 du décret du 19 octobre 1939.

En outre, l'article 16 du décret du 10 novembre interdit à tout employeur d'embaucher des travailleurs sans s'assurer qu'ils sont libres de toute réquisition, ou que, ayant été requis dans un autre établissement, ils sont mis à sa disposition par l'Inspecteur du Travail ou par le ministère mobilisateur intéressé ; à défaut d'une telle décision et si le travailleur a déjà été employé dans un autre établissement, le chef d'établissement est tenu de se faire présenter le certificat de travail délivré par le précédent employeur, certificat qui, pendant la durée des hostilités, doit contenir, outre les mentions habituelles, l'indication que le travailleur est libre de toute réquisition.

Les amendes prévues par le paragraphe 5 de l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938, sont également applicables aux employeurs qui contreviendraient aux dispositions ci-dessus.

**

Nous dirons, pour-en terminer avec cette étude des requis civils, ou plutôt de la catégorie la plus nombreuse d'entre eux, qu'à tous les points de vue non expressément visés dans les textes spéciaux qui ont été étudiés, ils sont considérés, purement et simplement, comme des civils ordinaires ; notamment, ils sont assimilés aux simples civils au regard de la

législation sur les loyers (décret du 26 septembre 1939 et décrets subséquents précités relatifs aux bénéficiaires de la législation sur les habitations à bon marché et aux métayers) et des nombreux décrets relatifs à la suspension des poursuites et des délais de procédure vis-à-vis des mobilisés : ces derniers décrets leur sont donc totalement inapplicables.

Par ailleurs, les requis civils subissent, bien entendu, au profit du fonds de solidarité nationale — ce n'est qu'une application particulière des dispositions du décret du 19 octobre 1939 — le prélèvement de 40 % de leurs salaires afférents aux heures supplémentaires, soit à partir de la 41^e heure, s'ils sont occupés comme ouvriers, soit à partir de la 44^e heure, s'ils occupent un emploi d'« employé » payé au mois, et ce, jusqu'à la 60^e heure, suivant le régime de travail institué par le décret-loi du 27 octobre 1939 sur le régime du travail ; ils subissent également le poids de la Contribution Nationale Extraordinaire au taux majoré de 15 % à partir du 1^{er} novembre 1939, tout au moins ceux d'entre eux qui, âgés de 18 à 49 ans, ne sont ni titulaires de la carte du combattant, ni réformés avec pension ou pères de six enfants, ni renvoyés dans leurs foyers à raison de la démobilisation de leur classe ou de leurs charges de famille ; les autres la paient au taux de 2 % porté à 5 % à partir du 1^{er} janvier 1940.

Précisons enfin que les requis civils, employés dans un autre établissement que celui où ils travaillent normalement, bénéficient des dispositions du décret-loi du 21 avril 1939 qui garantit aux mobilisés la reprise de leur emploi après leur libération ; ils sont

à cet égard assimilés aux mobilisés, ce qui est parfaitement équitable.

**

d) *La réquisition des médecins.*

Disons un mot du cas spécial de la réquisition des médecins, qui a fait l'objet d'un décret-loi spécial du 11 septembre 1939 (1).

Ce décret stipule que, à la mobilisation et dans les cas prévus à l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1938, les médecins non mobilisables et les femmes médecins, français ou ressortissants français, sont à la disposition du Ministre de la Santé Publique pour les besoins de la population civile, et tenus, sans ordre spécial, de continuer sur place l'exercice de leur profession ou de rejoindre tout autre poste qui pourrait leur être assigné ; s'ils sont appelés à exercer hors de leur domicile, ils ont droit au logement.

Les médecins visés ci-dessus doivent, en temps de paix, notifier immédiatement tout changement de domicile à la Préfecture de leur ancienne résidence.

D'autre part, le décret prévoit, pour éviter que les médecins requis ne portent préjudice aux médecins mobilisés, que ceux qui auront été déplacés par ordre ne pourront, pendant 5 ans à dater de la cessation des hostilités, exercer leur art dans la localité où ils ont été envoyés et dans un rayon de 20 kilomètres autour de cette localité.

En outre, et dans le même esprit de protection des médecins mobilisés, il est stipulé que les médecins

(1) *J. O.*, 12 septembre 1939.

ressortissants de pays ou alliés ou neutres, régulièrement autorisés à exercer en France, devront, en cas de mobilisation et dans les autres cas visés à l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1938, s'ils n'ont pas souscrit l'engagement prévu à l'article 19 de cette dernière loi, d'apporter, dans les mêmes cas, leur collaboration aux administrations publiques ou établissements privés fonctionnant dans l'intérêt de la nation, obtenir l'autorisation du préfet du département de leur résidence pour pouvoir continuer l'exercice de leur art.

Quant à la rémunération des médecins requis, hommes ou femmes, elle est fixée comme suit, par analogie avec la rémunération des requis civils ordinaires :

a) ceux qui sont chargés des soins à la population civile, hospitalisée ou non, sont rémunérés, comme en temps de paix, par les honoraires reçus de la clientèle et des collectivités publiques pour les malades à la charge de ces collectivités ; s'ils sont appelés à exercer hors de leur domicile, ils reçoivent, en outre, le logement ;

b) s'ils sont chargés, de façon intermittente, d'un service public, ils reçoivent, en outre, une rémunération fixée sur la base de vacations dont le montant est fixé par arrêté conjoint des ministres de la Santé Publique et des Finances ;

c) si, exceptionnellement, ils sont chargés d'un service public permanent, à l'exclusion de tout exercice de la clientèle, ils ont droit à un traitement égal au traitement de début des médecins de sanatoria publics ; s'ils remplacent un médecin fonctionnaire, ils

bénéficient du traitement de début de ce fonctionnaire, et, éventuellement, des indemnités attachées à la fonction.

Précisons que le décret du 15 septembre 1939 relatif à l'utilisation de la main-d'œuvre, bien qu'il concerne les requis civils, ne s'applique pas aux médecins requis, car les médecins ne font pas partie de la main-d'œuvre : ils exercent une profession libérale.

*
**

e) *La réquisition de certaines catégories d'étrangers (1).*

Il nous faut dire un mot de la réquisition des étrangers.

On conçoit, à première vue, difficilement que les autorités françaises puissent requérir des prestations de caractère personnel des nationaux d'autres Etats résidant sur le territoire français; en tout cas, cela entraînerait inévitablement des représailles.

Mais dans les circonstances particulières de la période présente, un grand nombre d'étrangers bénéficiaires du droit d'asile, soit parce qu'étant sans nationalité, soit parce qu'ils avaient fui leur pays par suite de persécutions, ont été accueillis et se sont établis dans notre pays, et ce, tout au moins pour les derniers venus, malgré le chômage qui sévissait.

Il a paru équitable et utile à notre pays d'appeler cette catégorie d'étrangers à supporter, dans la mesure du possible, les mêmes charges que les Français. C'est dans cet esprit qu'un décret-loi du 12 avril 1939

(1) Pour les médecins étrangers, voir *supra*, p. 93-94.

(1) a, notamment dans son article 2, assujetti cette catégorie d'étrangers au droit de réquisition individuelle ou collective, générale ou locale, fondée sur la nationalité, sur l'âge ou sur la profession ; plus généralement d'ailleurs, ledit article 2 soumet ces étrangers à toutes les obligations imposées aux Français par la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

Par ailleurs, deux décrets-lois des 2 octobre 1939 (2) et 18 novembre 1939 (3) ont étendu le premier aux Polonais résidant en France, le second aux ressortissants tchécoslovaques se trouvant dans la même situation, les obligations imposées aux Français par la loi du 11 juillet 1938, et notamment par son art. 14 (réquisition des personnes) ainsi que par le décret du 15 mai 1939 portant statut des affectés spéciaux.

Ces deux décrets s'expliquent par le fait que de nombreux Tchèques et Polonais résident en France, ou s'y sont réfugiés après l'occupation de leurs pays respectifs par l'Allemagne, et que leurs gouvernements sont réfugiés en France, sur le territoire de laquelle sont formées des armées tchèque et polonaise, composées des nationaux des pays en question résidant ou réfugiés en France.

Ajoutons, les textes ne distinguant pas, que les requis étrangers (bénéficiaires du droit d'asile, Tchèques, Polonais) peuvent être employés aussi bien pour les besoins de la Défense Passive que dans

(1) *J. O.*, 16 avril 1939.

(2) *J. O.*, 3 octobre 1939.

(3) *J. O.*, 3 décembre 1939.

tout établissement ou service fonctionnant dans l'intérêt de la Nation.

*
**

Deux décrets-lois du 20 janvier 1940 (1) ont étendu en dernier lieu aux sujets marocains et tunisiens travaillant en France continentale et en Corse — lesquels sont *protégés* français, donc juridiquement des étrangers — les dispositions de la loi du 11 juillet 1938, notamment celles qui sont relatives à la réquisition des personnes, ainsi que celles du décret-loi du 19 octobre 1939 portant statut des personnels requis.

(1) *J. O.*, 26 janvier 1940.

CHAPITRE II

LES PERSONNES REQUISES
AU TITRE DE LA DÉFENSE PASSIVEa) *Généralités.*

Il nous reste à étudier le statut d'une catégorie particulière de requis civils, statut très différent de celui que nous avons examiné jusqu'ici. Il s'agit des personnes du sexe masculin, requises pour les besoins de la Défense Passive.

Ces requis sont, aux termes de l'article 11 de la loi du 11 juillet 1938, recrutés, dès le temps de paix, exclusivement parmi les hommes non soumis aux obligations militaires, requis à titre civil en vertu de l'article 14 de la dite loi. Comme les autres catégories de personnels susceptibles d'être adjoints dès le temps de paix aux services qui sont directement chargés de la Défense Passive, ils peuvent être appelés, soit à la mobilisation, soit dans les cas prévus à l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1938.

Ils sont tenus de participer, en tout temps, de jour et de nuit, aux exercices de défense passive et aux séances d'instruction, dont la durée totale ne pourra excéder trois jours par an.

L'organisation de la Défense Passive comporte une hiérarchie basée sur la nécessité du service ; l'obéis-

sance est obligatoire à tous les échelons. En cas d'infraction, ce personnel est passible des sanctions édictées à l'article 12 de la loi : amende de 16 à 200 francs ; en cas de récidive, emprisonnement de 6 jours à un mois et amende de 16 à 200 francs ou l'une de ces deux peines seulement.

Ces principes ainsi posés par la loi du 11 juillet 1938, ont été complétés et développés par le Règlement d'Administration Publique du 30 janvier 1939 (1) relatif à l'organisation générale du service de la Défense Passive sur le territoire national.



*b) Le R. A. P. du 30 janvier 1939 en ce qui
concerne les requis au titre de la Défense
Passive (articles 14 à 23).*

Notons, tout d'abord, que les hommes requis pour les besoins de la Défense Passive le sont par le préfet (art. 15) ; le Ministre du Travail n'a rien à faire ici. Sous l'autorité du Ministre de la Défense Nationale (2), c'est, en effet, le Préfet (art. 2) qui prépare et réalise l'organisation de la Défense Passive dans chaque département, avec le concours des maires, en liaison avec l'autorité militaire. Le décret du 12 avril 1939 désignant le Ministre du Travail comme mi-

(1) *J. O.*, 1^{er} février 1939.

(2) Le ministre de la Défense Nationale a été chargé de la coordination, de la direction et du contrôle des mesures relatives à la Défense passive, par l'article 1^{er} du décret du 29 juillet 1938 (*J. O.*, 30 juillet 1938), confirmé par l'article 1^{er} du décret du 30 janvier 1939.

nistre unique chargé de la mobilisation de la main-d'œuvre par application de l'article 54 de la loi du 11 juillet 1938 n'est pas applicable ici ; le décret du 30 janvier 1939 est, lui, pris principalement par application de l'article 11 de ladite loi.

Peuvent être requis pour les besoins de la Défense Passive, selon leurs aptitudes et compte tenu de leur profession, les hommes de nationalité française ou ressortissants français, non susceptibles d'incorporation ou non encore incorporés, âgés de plus de 18 ans (sauf s'il s'agit d'un établissement désigné pour assurer lui-même sa défense passive, et dont, tout d'abord, est requis à ce titre le personnel y attaché, sur proposition du chef de l'établissement ; dans ce cas, des femmes même peuvent être requises pour la défense passive). Les personnes déjà requises à un autre titre peuvent être l'objet d'une seconde réquisition au titre de la Défense Passive, dans la mesure compatible avec l'exécution de la première réquisition.

L'appel sous les drapeaux fait cesser la réquisition. Les conflits, en cas de réquisitions multiples, sont soumis à l'arbitrage du Président du Conseil ou de son délégué, par application de l'article 6 du R. A. P. du 28 novembre 1938.

Les requis pour la défense passive reçoivent, dès le temps de paix, une lettre de service indiquant : la fonction qui leur est imposée, les modalités d'appel en temps de paix et les obligations qui leur incombent à cet égard, et, enfin, la conduite à tenir en cas de mobilisation ou dans les cas prévus à l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1938.

L'art. 18 indique que l'utilisation de ces requis étant essentiellement intermittente, ils ne peuvent être nommés à des emplois permanents, comportant un traitement fixe.

Leur rémunération, en temps de paix ou de guerre, est proportionnelle au temps pendant lequel ils ont été distraits de leur travail et calculée sur la base de vacations horaires dont le montant est fixé, pour chaque fonction occupée, par arrêté du Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre et du Ministre des Finances ; l'arrêté prévu, daté du 15 avril 1939, a été promulgué au *Journal Officiel* du 20 avril 1939; pour Paris et la Seine, les vacations horaires s'échelonnent depuis 8 francs, pour les officiers supérieurs des pompiers, jusqu'à 4 francs pour les manœuvres, brancardiers, agents auxiliaires de police, agents de liaison, etc...

Au cas où, exceptionnellement, un requis est employé pour la défense passive à une distance de son lieu de travail habituel ou de sa résidence, entraînant des frais de transport, ceux-ci lui sont remboursés par l'autorité requérante, suivant un barème ayant fait l'objet d'un décret du 14 avril 1939 (1).

Le décret du 25 janvier 1940 (2), qui a modifié le décret du 14 avril 1939, autorise, au profit du personnel civil de la Défense Passive, le cumul des indemnités de déplacement et des vacations horaires fixées par l'arrêté du 15 avril 1939, sous réserve que les intéressés apportent la preuve qu'ils ne perçoivent

(1) *J. O.*, 20 avril 1939.

(2) *J. O.*, 29 janvier 1940.

vent aucun salaire de leur employeur éventuel pendant la période de la convocation dont ils sont l'objet au titre de la Défense Passive.

En temps de paix, d'autre part, aucune rémunération autre que les frais de transport n'est due pour les exercices de jour ou séances d'instruction d'une durée inférieure à quatre heures, qui auraient lieu en dehors des heures habituelles de travail (décret du 30 janvier 1939, article 20, 2^e alinéa, et arrêté du 15 avril 1939, article 1^{er}).

Les requis, victimes d'accidents, de blessures ou de maladies contractés, soit en paix, à l'occasion d'un exercice, soit en guerre, à l'occasion de leur service, et leur ayants-cause, ne bénéficient pas de la législation sur les accidents du travail de la loi de 1898, mais de la pension militaire d'invalidité. En cas de décès de la victime, les ayants-droit bénéficient de la législation sur les pensions militaires. Toutefois, aucune indemnité n'est due lorsque la blessure, la maladie ou la mort sont dues à une faute inexcusable de la victime.

Les taux prévus pour le simple soldat sont ici applicables ; le taux de moitié est applicable aux mineurs de 18 ans ; lorsque ces derniers atteignent leurs dix-huit ans (1), ils sont soumis à une visite médicale aux fins de nouvelle liquidation de pension au taux des adultes, s'il y a lieu.

Sont également applicables, les dispositions de la législation des pensions militaires d'invalidité con-

(1) Et non pas leur dix-huitième année, comme indique par erreur le texte (art. 22 du décret).

cernant les majorations pour enfants (lesquelles, le texte a pris soin de l'indiquer, ne seront allouées que du chef d'un seul des auteurs des enfants), ainsi que les dispositions de cette législation relatives aux soins nécessités par la blessure ou la maladie, et à la rééducation professionnelle des mutilés (à l'exclusion de la loi du 14 mai 1930 sur la rééducation professionnelle des mutilés du travail).

La victime ou ses ayants-droit, désireux de demander le bénéfice de cette législation, doivent adresser leur demande au préfet de leur résidence, dans les cinq ans au plus du fait qui a causé la blessure, la maladie ou le décès de la victime, en apportant la preuve de la relation de cause à effet entre le service de la défense passive et la blessure, la maladie ou le décès qui motive la demande.

C'est le ministre chargé de la concession des pensions militaires, qui statue après enquête administrative ; sa décision est susceptible de recours devant les juridictions de pensions instituées par la loi du 31 mars 1919, et selon la procédure applicable devant ces juridictions.

Au point de vue pécuniaire, les personnes requises à titre civil pour des besoins de la défense passive se trouvent ainsi soumises au même régime que les engagés volontaires pour la défense passive, observation faite que ces derniers, aux termes de l'article 12 du R. A. P., peuvent renoncer expressément à se prévaloir desdits avantages pécuniaires et garanties.

Ces dispositions spéciales qui caractérisent si particulièrement le régime social et même juridique des requis civils pour les besoins de la défense passive,

s'expliquent d'abord, par les raisons exposées dans l'article 18 précité, mais aussi parce qu'ils participent à un service placé, en son entier, comme nous l'avons indiqué, sous l'autorité supérieure du Ministre de la Défense nationale (article 1^{er} du décret du 29 juillet 1938, sur l'organisation de la défense passive), et dans l'exécution duquel ils peuvent être amenés à collaborer avec les formations militaires de défense passive visées par les articles 24 à 26 du décret ; au surplus, du fait de l'intermittence des prestations à remplir par cette catégorie de requis, ils continuent leur travail ordinaire et restent, pour tout ce qui concerne l'accomplissement de ce travail, s'ils sont salariés, bénéficiaires de toutes les lois ouvrières et sociales ; ils sont donc soumis, suivant les circonstances, à deux régimes de protection différents.

Terminons cette courte étude du statut des personnes requises pour les besoins de la défense passive en mentionnant le décret du 31 août 1939 (1) relatif au gardiennage des immeubles ; aux termes de l'article 3, le personnel de gardiennage, dans les localités désignées par les préfets et où le gardiennage des immeubles est rendu obligatoire, doit contracter un engagement volontaire ou être l'objet d'une réquisition au titre de la défense passive ; dans l'un et l'autre cas il bénéficie des dispositions du décret du 30 janvier 1939 précédemment étudiées relatives aux victimes d'accidents survenus à l'occasion du service.

(1) *J. O.*, 1^{er} septembre 1939.

CONCLUSION

Une première observation s'impose : la leçon de la guerre de 1914-18 n'a pas été perdue, et, dans les années qui ont précédé la guerre de 1939, de nombreux textes ont été promulgués qui ont apporté dans les matières qui ont fait l'objet de cette étude, clarté et organisation en vue d'un conflit armé possible.

C'est ainsi que la situation des affectés spéciaux a fait l'objet d'un statut détaillé, modifié, en dernier lieu par le décret du 15 septembre 1939, sur l'utilisation de ~~la~~ main-d'œuvre ; et, surtout, la loi du 11 juillet 1938, le décret du 29 juillet 1938 et le R. A. P. du 28 novembre 1938 ont préparé l'utilisation rationnelle de toutes les capacités, intellectuelles, manuelles ou simplement physiques, au profit des besoins de la nation, besoins militaires, besoins économiques, et besoins de la défense passive, service nouvellement né.

D'autres textes — nombreux — ont été promulgués depuis le début de septembre 1939, de telle sorte que, dès la fin décembre 1939, soit après moins de quatre mois de guerre, on s'est trouvé en face d'un statut cohérent des diverses catégories de personnels non utilisés comme militaires dans la zone des armées ou dans les services de l'intérieur.

En 1915, la loi Dalbiez, qui avait posé les principes du statut des mobilisés d'usine, était intervenue après un an de guerre ; le progrès est sensible.

En fait, on a dû s'inspirer, comme en 1914-18, du grand principe qu'il est impossible de faire travailler côte à côte des individus de statuts juridiques différents à des travaux identiques, sans les assimiler dans toute la mesure possible, au point de vue des prérogatives sociales, et en premier lieu, de la rémunération. Cela a peut-être été plus facile à réaliser équitablement en présence d'une législation sociale infiniment plus perfectionnée qu'en 1914, notamment en ce qui concerne les salaires et leur détermination ; les nombreuses conventions collectives et sentences arbitrales et surarbitrales en vigueur au 1^{er} septembre 1939 formaient, pour la fixation des salaires et des traitements, une base toute trouvée.

Une autre préoccupation très apparente, inspirée par l'expérience de la précédente guerre, a été d'empêcher que les salaires, tels que fixés par les conventions collectives en vigueur le 1^{er} septembre 1939, n'augmentent et n'entraînent corrélativement une hausse du coût de la vie ; cette préoccupation est louable en soi et il est à souhaiter que les mesures qu'elle a inspirées freinent efficacement la hausse du coût de la vie, inévitable dans une certaine limite, du fait de la guerre.

Le même souci, l'intérêt de la paix sociale, et aussi la crainte, inspirée par l'expérience de la guerre de 1914, que, malgré les précautions prises pour limiter les bénéfices des fournisseurs, ceux-ci n'eussent intérêt à faire une surenchère des salaires en vue

d'attirer la main-d'œuvre (1), ont fait l'objet des préoccupations des dirigeants, lorsqu'ils ont édicté les pénalités qui peuvent être infligées aux employeurs qui paieraient leurs ouvriers, soit trop peu, soit davantage qu'ils ne le devraient (décret du 10 novembre 1939).

M. Perraud-Charmantier, dans un article intitulé *Les Réquisitions militaires et civiles, en ce qui concerne, notamment, les indemnités dues*, paru dans « Commentaires des lois nouvelles, Recueil général des Lois, Décrets et Arrêtés », n° 13 de l'année 1939, p. 329 sqq., déplore les inconvénients du traitement de début attribué obligatoirement tant que dure la réquisition, aux requis attributaires d'un traitement et qui travaillent hors de l'établissement où ils sont habituellement employés; en effet, dit-il à peu près, il est inéquitable de payer ce traitement à des personnes ayant déjà l'expérience de leur profession; il est vrai, ajoute-t-il, que les primes de rendement, prévues par la loi du 11 juillet 1938, peuvent obvier à cet inconvénient; puis il cite, comme susceptibles d'être défavorisés par ce traitement de début, les médecins requis; l'exemple ne paraît pas très heureux, car il ne saurait guère venir à l'idée de tenir compte du « rendement » pour établir la rémunération d'un médecin.

Quant à nous, nous ferons remarquer que l'obligation de payer seulement le traitement de début aux requis autres que ceux qui occupent leur emploi

(1) Paul ESMEIN, *Le régime du travail pendant la guerre, la détermination du taux des salaires* (Gazette du Palais, 3-4 janvier 1940).

habituel du temps de paix aura pour effet de favoriser les entreprises nouvelles qui se fonderaient au cours et pour les besoins de la guerre, et où, *ipso facto*, tous les requis, seront au traitement de début ; de même, plus un établissement requis avec son personnel, se développera, plus il sera avantagé au point de vue du montant des salaires, puisque le nouveau personnel requis sera et demeurera obligatoirement au traitement de début des divers emplois par lui occupés.

Telle quelle, cette législation subira encore bien des retouches, des mises au point et fera l'objet de bien des textes d'application, au cours de la guerre actuelle ; mais des règles solides existent d'ores et déjà, règles où l'on a tenté de concilier, dans toute la mesure possible, les besoins de la justice et ceux de la Défense nationale, remarque faite que, comme l'a déclaré M. Daladier au cours de la discussion du budget de 1940 à la Chambre des Députés, le 8 décembre 1939 (1), la sécurité de la Patrie est au-dessus de la justice.

VU : *Le Président de Thèse,*
William OUALID.

VU : *Le Doyen,*
G. RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris
G. ROUSSY.

(1) *J. O.*, débats parlementaires, 9 décembre 1939.

TABLE DES LOIS, DECRETS ET ARRETES
ETUDIES OU MENTIONNES

- 3 juillet 1877. — Loi relative aux réquisitions militaires, p. 63, 64, 66, 69, 80.
- 2 Août 1877. — R. A. P. pour l'exécution de la loi du 3 juillet 1877, p. 64, 65.
- 15 juillet 1889. — Loi sur le recrutement de l'armée, p. 8, 9.
- 9 Avril 1898. — Loi sur les accidents du travail, p. 43, 102.
- 10 Août 1899. — Trois décrets relatifs aux marchés passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance (décrets Millerand), p. 12, 15, 19, 21.
- 1^{er} Juillet 1901. — Loi sur les associations, p. 50.
- 21 Mars 1905. — Loi sur le recrutement de l'armée, p. 8, 12, 22, 65.
- 5 Avril 1910. — Loi sur les retraites ouvrières, p. 15.
- 23 Juillet 1911. — Loi modifiant la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions, p. 63, 64.
- 17 Août 1915. — Loi opérant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés et mobilisables (dite loi Dalbiez), p. 12, 13, 15, 18, 19, 106.
- 31 Décembre 1916. — Loi assujettissant les mobilisés industriels à la taxe militaire frappant les hommes d'âge mobilisable non appelés sous les drapeaux, p. 17.
- 21 Avril 1917. — Décret relatif aux travailleurs de nationalité étrangère, p. 18.

- 18 Octobre 1917. — Décret relatif aux attributions du Ministère du Travail, p. 18.
- 31 Mars 1919. — Loi sur les pensions militaires, p. 103.
- 1^{er} Avril 1923. — Loi sur le recrutement de l'armée, p. 9, 22, 26, 30, 39, 64, 65, 66, 72.
- 13 Janvier 1926. — R. A. P. pour l'application de l'article 52 de la loi du 1^{er} avril 1923 en ce qui concerne les affectations spéciales, p. 25, 27, 34.
- 21 Avril 1926. — R. A. P. portant statut des affectés spéciaux et des requis, p. 9, 10, 23, 29, 30, 39, 55, 66.
- 13 Juillet 1927. — Loi sur l'organisation générale de l'armée, p. 72.
- 31 Mars 1928. — Loi sur le recrutement de l'armée, p. 28, 29, 30, 31, 36, 37, 40, 56, 66.
- 14 Mai 1930. — Loi sur la rééducation professionnelle des mutilés du travail, p. 103.
- 17 Septembre 1930. — R. A. P. pour l'application de l'article 52 de la loi du 31 mars 1928 (affectations spéciales), p. 28, 32, 34, 35.
- 4 Octobre 1930. — R. A. P. portant statut des affectés spéciaux, p. 29, 30, 31, 37, 39, 51, 55, 56, 57, 58.
- 24 Août 1931. — Loi tendant à compléter l'article 24 de la loi du 31 Mars 1928 sur le recrutement de l'armée, p. 56.
- 29 Décembre 1931. — Décret relatif à l'application de la loi du 24 Août 1931, p. 56.
- 21 Janvier 1935. — Loi portant modifications à la loi du 3 juillet 1877, p. 65.
- 10 Avril 1937. — Trois décrets sur les conditions du travail dans les marchés de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance, p. 74, 88.
- 11 Juillet 1938. — Loi sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, p. 31, 37, 39, 43, 54, 55, 67, 68, 69, 70, 72, 73, 75, 76, 79, 80, 81, 87, 89-90, 91, 93, 94, 96, 97, 98, 99, 100, 105, 107.

- 29 Juillet 1938. — Décret relatif à l'organisation de la Défense Passive, p. 99, 104, 105.
- 28 Septembre 1938. — Décret relatif à l'application de la loi du 11 juillet 1938, p. 68.
- 12 Novembre 1938. — Décret relatif aux délégués du personnel, p. 49.
- 28 Novembre 1938. — R. A. P. pour l'application de la loi du 11 juillet 1938, p. 39, 67, 68, 70, 71, 72, 73, 75, 76, 77, 78, 80, 81, 87, 100, 105.
- 30 janvier 1939. — R. A. P. portant organisation générale du Service de Défense passive sur le Territoire national, p. 99, 100, 102, 104.
- 20 Mars 1939. — Décret-loi relatif aux conditions du travail dans les entreprises travaillant pour la Défense Nationale, p. 74.
- 1^{er} Avril 1939. — Arrêté déterminant les entreprises travaillant pour la Défense nationale, p. 74.
- 12 Avril 1939. — Décret relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, p. 95.
- 12 Avril 1939. — Décret désignant le ministre du Travail comme ministre unique chargé de la mobilisation de la main-d'œuvre, p. 70, 99.
- 14 Avril 1939. — Décret fixant les frais de déplacement attribués aux personnels civils de la Défense passive, p. 101.
- 15 Avril 1939. — Arrêté fixant le montant des vacations horaires pouvant être accordées aux volontaires et requis chargés de la mise en œuvre des mesures de Défense passive, p. 101, 102.
- 18 Avril 1939. — Décret-loi portant concession de la franchise postale à la correspondance des militaires et marins des armées de terre, de l'air et de mer, p. 58.
- 18 Avril 1939. — Décret-loi modifiant l'article 54 de la loi du 11 juillet 1938, p. 37.

- 19 Avril 1939 — Décret relatif à la préparation de la mobilisation de la main-d'œuvre, p. 71.
- 19 Avril 1939 — Arrêté fixant l'organisation du secrétariat général de la commission centrale de mobilisation de la main-d'œuvre, p. 71.
- 21 Avril 1939 — Décret-loi ayant pour objet de garantir le repos de leur contrat de travail aux hommes rappelés sous les drapeaux, p. 59, 92.
- 6 Mai 1939 — Décret-loi modifiant les articles 5 et 27 de la loi du 3 juillet 1877, p. 69.
- 13 Mai 1939 — R. A. P. pour l'application de l'article 59 de la loi du 31 mars 1928 concernant les affectations spéciales en cas de mobilisation, p. 29, 31, 35, 96.
- 1^{er} Juillet 1939 — Décret-loi instituant en faveur des mobilisés un moratoire pour le paiement de leur loyer d'habitation, p. 61.
- 22 Août 1939 — Décret relatif aux réquisitions pour les besoins de l'armée de l'air, p. 65.
- 26 Août 1939 — Arrêté portant application du décret du 18 avril 1939 concédant la franchise postale à la correspondance des militaires et marins, p. 58.
- 31 Août 1939 — Décret relatif au gardiennage des immeubles, p. 104.
- 1^{er} Septembre 1939 — Décret-loi instituant des allocations en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indisponibles sont appelés sous les drapeaux, p. 56.
- 1^{er} Septembre 1939 — Décret fixant le taux et les conditions d'attribution des allocations instituées en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux, p. 56.
- 1^{er} Septembre 1939 — Décret-loi fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre, p. 84.
- 1^{er} Septembre 1939 — Décret-loi relatif au repos hebdomadaire, p. 53.

- 1^{er} Septembre 1939. — Décret-loi modifiant l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938, p. 54, 55, 79, 91.
- 1^{er} Septembre 1939. — Décret-loi fixant le régime du travail, p. 42, 52, 53.
- 2 Septembre 1939. — Arrêté relatif au repos hebdomadaire, p. 53.
- 8 Septembre 1939. — Arrêté relatif au repos hebdomadaire, p. 53.
- 9 septembre 1939. — Décret-loi accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations prévues par le décret du 1^{er} septembre 1939, p. 59.
- 9 septembre 1939. — Décret-loi modifiant l'article 11 du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 concernant les droits à pension des agents retraités rappelés dans les administrations de l'Etat, p. 84.
- 11 Septembre 1939. — Décret-loi relatif à l'exercice de la profession médicale en temps de guerre, p. 93.
- 15 septembre 1939. — Décret relatif à l'utilisation de la main-d'œuvre, p. 31, 32, 37, 39, 50, 86, 90, 95, 105.
- 19 Septembre 1939. — Décret-loi portant création d'un ministère de l'Armement, p. 38.
- 22 Septembre 1939. — Décret d'application du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 sur le régime du travail, p. 42.
- 26 Septembre 1939. — Décret-loi modifiant le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 sur le régime du travail, p. 42.
- 26 Septembre 1939. — Autre décret-loi modifiant le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 sur le régime du travail, p. 42.
- 26 Septembre 1939. — Décret-loi réglant les rapports entre bailleurs et locataires en temps de guerre, p. 61, 92.
- 2 Octobre 1939. — Décret-loi étendant aux ressortissants polonais les dispositions de la loi du 11 juillet 1938 et du décret du 15 mai 1939, p. 96.
- 14 Octobre 1939. — Décret pris en exécution de l'article 26 du décret du 26 septembre 1939 et relatif aux bénéficiaires de la législation sur les habitations à bon marché, p. 61.

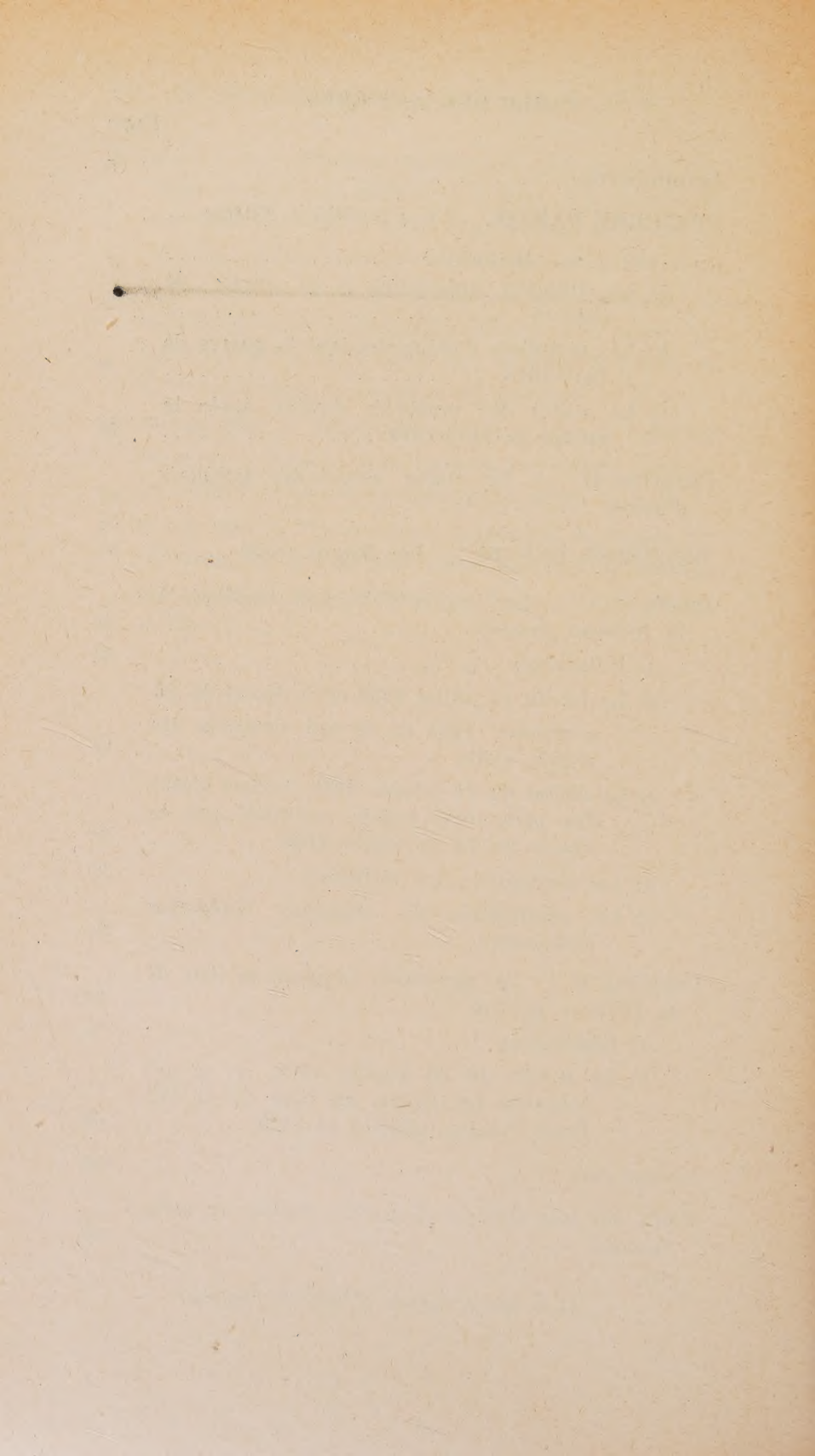
- 17 Octobre 1939. — Décret relatif aux modalités de versement des rémunérations correspondant aux heures de travail faites de la quarantième à la quarante-cinquième heure, p. 42.
- 19 Octobre 1939. — Décret-loi portant statut des personnels requis dans les établissements industriels et commerciaux et dans les établissements de l'Etat, p. 67, 74, 75, 80, 81, 82, 83, 84, 88, 90, 91, 92, 97.
- 24 Octobre 1939. — Décret relatif au mariage des militaires de l'armée de terre, p. 62.
- 27 Octobre 1939. — Décret-loi relatif aux conventions collectives de travail et aux sentences arbitrales et surarbitrales devenues définitives, p. 52, 75, 86, 87, 92.
- 27 Octobre 1939. — Décret-loi modifiant le décret du 1^{er} septembre 1939, relatif au régime du travail, p. 42.
- 30 Octobre 1939. — Décret accordant une réduction de tarif à certains envois postaux à l'adresse des mobilisés, p. 59.
- 6 Novembre 1939. — Décret modifiant et complétant le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux allocations militaires, p. 56.
- 10 Novembre 1939. — Décret-loi relatif à la perception de la Contribution nationale extraordinaire et de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires, pensions et rentes viagères, p. 40, 41, 42.
- 10 Novembre 1939. — Décret-loi relatif au régime du travail pendant la durée des hostilités, p. 38, 39, 40, 44, 46, 52, 54, 74, 77, 80, 81, 87, 89, 90.
- 18 Novembre 1939. — Décret-loi étendant aux ressortissants tchécoslovaques les dispositions de la loi du 11 juillet 1938 et du décret du 15 mai 1939, p. 96.
- 27 Novembre 1939. — R. A. P. modifiant le décret du 15 mai 1939 relatif aux affectations spéciales en cas de mobilisation, p. 29, 31, 35.
- 29 Novembre 1939. — Décret-loi relatif aux réquisitions, p. 70.

- 29 Novembre 1939. — Décret modifiant le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux allocations militaires, p. 56.
- 29 Novembre 1939. — Décret modifiant le décret du 15 mai 1939 relatif aux affectations spéciales, p. 29, 31, 34.
- 29 Novembre 1939. — Décret-loi complétant le décret du 26 septembre 1939 en ce qui concerne les baux à colonat partiaire, p. 61.
- 29 Novembre 1939. — Décret-loi modifiant la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, p. 36.
- 5 Décembre 1939. — Décret fixant les conditions d'application de la réduction de 40 % de la rémunération des heures de travail faites au-delà de la durée légale, p. 42.
- 18 Décembre 1939. — Arrêté relatif aux commissions techniques prévues par l'article 3 du décret-loi du 10 novembre 1939 relatif au régime du travail, p. 45.
- 18 Décembre 1939. — Arrêté relatif au prélèvement de 15 %, p. 41.
- 18 Décembre 1939. — Arrêté relatif aux indemnités de dépaysement, p. 40.
- 23 Décembre 1939. — Décret-loi modifiant et complétant le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 relatif à la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre, précédemment modifié par le décret-loi du 9 septembre 1939, p. 84.
- 27 Décembre 1939. — Décret modifiant le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux allocations militaires, p. 56.
- 31 Décembre 1939. — Loi fixant les modalités d'application du décret-loi du 10 novembre 1939 relatif à la perception de la Contribution nationale extraordinaire et de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires, pensions et rentes viagères, p. 41. (Loi de budget.)
- 5 Janvier 1940. — Arrêté désignant les membres de la commission interministérielle de contrôle des affectations spéciales en 1940, p. 34-35.

- 20 Janvier 1940. — Décret-loi étendant aux sujets marocains travaillant en France les dispositions de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre, en ce qui concerne la réquisition des personnes, p. 97.
- 20 Janvier 1940. — Décret-loi étendant aux sujets tunisiens travaillant en France les dispositions de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre, en ce qui concerne la réquisition des personnes, p. 97.
- 20 Janvier 1940. — Décret-loi relatif aux pensions militaires en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service, p. 7, 43.
- 25 Janvier 1940. — Décret portant modification de l'article 1^{er} du décret du 14 avril 1939 relatif aux frais de déplacement attribués au personnel civil de la défense passive, p. 101.

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	5
PREMIERE PARTIE. — <i>Les mobilisés d'usine</i> ..	7
CHAPITRE I. — Historique	7
a) La situation antérieure à la guerre de 1914-18	7
b) Les mobilisés d'usine pendant la guerre de 1914-1918	9
c) Le statut des mobilisés d'usine après la guerre de 1914-1918	22
CHAPITRE II. — Le statut actuel des mobilisés d'usine	37
DEUXIEME PARTIE. — <i>Les Requis civils</i>	63
CHAPITRE I. — Les requis civils non employés à la Défense passive	63
a) Préambule	63
b) La loi du 11 juillet 1938 et le décret du 28 novembre 1938 en ce qui concerne les requis civils	67
c) Le décret du 19 octobre 1939 portant statut des personnels requis, complété par le décret du 10 novembre 1939	81
d) La réquisition des médecins	93
e) La réquisition de certaines catégories d'étrangers	95
CHAPITRE II. — Les personnes requises au titre de la Défense passive	98
a) Généralités	98
b) Le R.A.P. du 30 janvier 1939, en ce qui concerne les requis au titre de la Dé- fense Passive (articles 14 à 23)	99
CONCLUSION	105
Table des lois, décrets et arrêtés étudiés ou men- tionnés	109



LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
